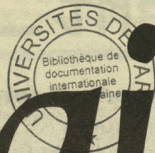


le monde libertaire

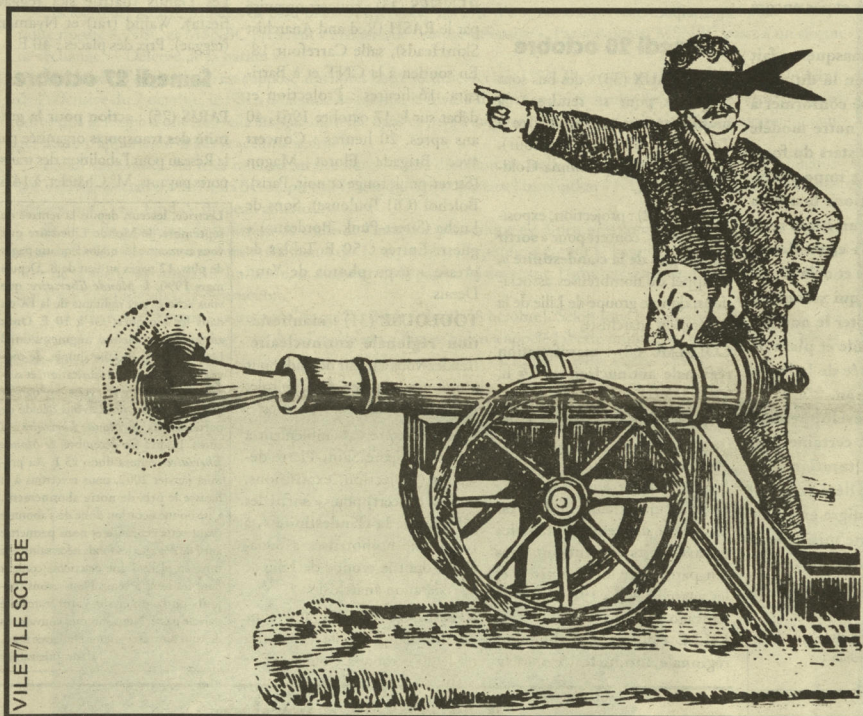


Hebdomadaire de la Fédération anarchiste
adhérente à l'Internationale des fédérations anarchistes

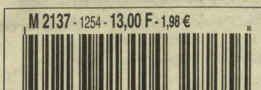
n° 1254
18 au 24 octobre 2001

13 F - 1,98 €
ISSN 0026-9433

Au son du canon ! médias au garde-à-vous



- **Anti-mondialisation et islamisme même combat**, page 3
- **Contre le terrorisme d'État**, pages 4 et 5
- **Afghanistan, la parole aux femmes**, page 7
- **Le procès des anti-OGM**, page 8
- **Les sans-papiers de Nantes**, page 12



*Les pauvres ne sont pas pauvres parce qu'ils sont nombreux,
mais ils sont nombreux parce qu'ils sont pauvres.*

FOP 2520

8 octobre 2001 Le journal télévisé une zone militarisée

LORSQUE le bombardement de l'Afghanistan commença lundi soir (8 octobre), les généraux à la retraite se montrèrent alertes à leur poste sous les projecteurs des studios de télévision. Sur CNN, l'ancien commandant suprême de l'OTAN, Wesley Clark, faisait équipe avec le major général Don Shepperd pour expliquer les stratégies militaires; ils faisaient partager leurs vues d'employés de AOL-Time Warner. Bien loin de là, les missiles volent et les bombes explosent – mais à Televisionland, on a le sens de l'équilibre. Le ton est calme, les correspondants sont pleins de retenue. Au bas de l'écran, des bulletins d'information défilent en compagnie d'invitations à en apprendre plus : « vues en 3-D d'un avion militaire américain sur CNN.com. ».

Dans les briefings du Pentagone, diffusés en direct, le secrétaire à la Défense présente une ressemblance étonnante avec un prédécesseur nommé Mc Namara.

par Norman Solomon

Mais le langage de Donald Rumsfeld est terriblement moderne, laissant entrevoir une guerre sans fin : « Dans cette bataille contre le terrorisme, il n'y a pas de balle d'argent » [allusion à celle qui tue les vampires définitivement, n.d.t.]. Mais il y aura beaucoup de bombes, de missiles et de balles. Comme d'habitude, on nous donne l'assurance que les frappes aériennes seront chirurgicales, et Rumsfeld fait écho à la métaphore : « Le terrorisme est un cancer pour l'humanité. »

Les rapports sur les bombardements sont truffés de références à des largages de nourriture. On nous a passé les détails. Mais il y eut abondance d'autosatisfaction à la télévision, ce nouveau champ de tir pour la propagande de guerre.

Dimanche soir (7 octobre), dans le « Larry King Live », un échantillon de sénateurs des deux partis a affirmé sa loyauté envers le président. Un membre de base du Parti républicain, membre du comité du sénat pour les Forces armées, ancien secrétaire de la Navy, tint à auréoler notre magnanimité. Le sénateur John Warner déclara : « C'est, je crois, la première fois dans l'histoire militaire contemporaine que des opérations sont menées contre le gouvernement d'un pays, et que, simultanément à l'offensive, d'autres troupes tentent de porter assistance aux innocentes victimes trop souvent prises dans la bataille. »

Quelques heures après la démonstration warnérienne de la sainteté américaine, le programme des Nations-Unies pour l'alimentation stoppa ses convois d'aide d'urgence vers l'Afghanistan à cause des bombardements. Dans le même temps, les ONG tirèrent la sonnette d'alarme. Une dépêche, publiée par mes collègues de l'institut Pour l'information du public (www.accuracy.org) cite le président de l'organisation humanitaire Conscience internationale, Jim Jennings : « Le seul largage de nourriture en haute altitude ne peut d'aucune manière fournir l'aide suffisante et efficace dont on a un besoin urgent pour éviter une famine de masse. »

Le gouvernement américain a envoyé deux avions-cargo C 17 pour larguer des rations. Cela n'a pas impressionné Jennings, qui s'occupe d'aide humanitaire autour du monde depuis deux décennies. Dans un seul camp en Afghanistan, **Suite en page 3**

Vie du mouvement

Éditorial

Quand la banlieue descendra sur la ville

EN TOUT CAS qu'elle y reste. Qu'elle y reste et qu'elle nous lâche. Pour caricaturer un peu, telle est la substance du discours dominant entendu après l'invasion du sol sacré du Grand Stade lors d'un mémorable match de foot opposant la France à l'Algérie. Nous savons bien que le nationalisme porte en lui le germe de la guerre. Nous savons aussi que les Arabes, et les Algériens en particulier, ont toujours été nos bêtes à chagrin ; nous savons que l'humiliation, la condescendance, la pitié sont les vecteurs de sursauts d'orgueil, alors pourquoi s'étonner ? Pourquoi geindre que la fête ait été gâchée, qu'ils ne s'agissaient que de quelques voyous mal élevés qui ont souillé la pelouse, notre symbole, que le match était à hauts risques et qu'on avait bien été prévenu. Pourquoi se lamenter que l'intégration a du plomb dans l'aile. Pourquoi s'offusquer que Ben Laden est en train de devenir un héros parmi ces populations plus tout à fait arabes et pas encore tout à fait françaises.

On a assisté ce soir-là à un épiphénomène qui masque en fait une réalité beaucoup plus importante. Il s'agit bien là du refus légitime, exception faite d'un côté provocateur, à se conformer à notre modèle. À refuser en bloc toute tentative de notre modèle social d'accorder suffisamment de crédit à quelques stars du football et à refuser par le mépris d'accorder la moindre importance, la moindre réponse acceptable aux jeunes générations beurs en quête de leur identité, et qui plus est, électrisée par un islam revigoré. Intégration ici, rejet et mépris là-bas, strass et paillettes contre banlieues pourries et RMI. Les dés sont d'ores et déjà pipés. On sait par avance qui seront les plus nombreux, qui seront les déchets sociaux et pourquoi. Amusons-nous à compter le nombre d'insultes réservées aux Arabes : c'est un jeu très drôle et plein de finesse ; si, si, essayez... On aura alors une vague idée de la haine qui s'installe depuis des années dans les cages en béton.

La solution n'est certainement pas dans un développement séparé qu'en d'autre lieu on avait appelé apartheid, certainement pas non plus dans une intégration synonyme d'acculturation et de lissage hégémonique du dominant sur le dominé. Le déracinement de leurs aînés n'a jamais été un libre choix. On n'émigre en masse que toujours poussé par la misère. Et c'est bien cette misère-là et son corollaire, le racisme, que nous devons combattre.

Jusqu'au 17 novembre

CHAUMONT (52) : exposition autour de Jules Grandjouan, créateur de l'affiche politique illustrée en France : 1900-1930. Aux silos, maison du livre et de l'affiche, 7-9 av. Foch (renseignements 03 25 03 86 81).

Vendredi 19 octobre

BORDEAUX (33) : à 18 heures concert avec ZOU rock italien et Cheval de Frise à l'Athénée libertaire (7, rue du Muguet).

MARSEILLE (13) : conférence-débat, à 19 heures au local de Mille Babords, 61, rue Consolat (M^e Réformés) : « l'Ecole émancipée, tendance syndicale révolutionnaire, des origines à la crise actuelle », animée par Pierre Stamboul, militant de l'Ecole émancipée.

Samedi 20 octobre

BORDEAUX (33) : des bus sont organisés pour se rendre à la manifestation antinucléaire à Toulouse (50 F aller-retour). Contactez le groupe Emma-Goldman de la FA.

CALAIS (62) : projection, expositions, stands, concert pour « sortir les réfugiés de la clandestinité », à l'appel de nombreuses associations, dont le groupe de Lille de la Fédération anarchiste.

COLMAR (68) : manifestation régionale antinucléaire à 14 h, Champ-de-Mars.

DIJON (21) : à l'occasion d'une soirée de soutien à l'espace autogéré des Tanneries organisée par Maloka, débat avec Marianne Enckell sur le thème de l'investissement des femmes dans les mouvements révolutionnaires (en particulier les féministes et les anarchistes), à 19 h 15, bd de Chicago.

LILLE (59) : rassemblement régionale antinucléaire à 14 h.

Agenda

place de la République.

LYON (69) : manifestation régionale antinucléaire à 14 h. place Bellecour. Rejoignez le bloc libertaire sur le thème « Nucléaire : logique de profit = logique de mort ».

NANTES (44) : manifestation régionale antinucléaire à 14 h. place du Capitole.

PARIS (75) : manifestation unitaire contre un monde en guerre à 15 heures à la République.

Radio libertaire : émission La bulle noire invite Jean Tardi pour son adaptation du *Cri du peuple* de Jean Vautrin

RENNES (35) : concert organisé par le RASH (Red and Anarchist SkinHeads), salle Carrefour 18.

En soutien à la CNT et à Barricata. 16 heures : Projection et débat sur le 17 octobre 1961, 40 ans après. 20 heures : Concert avec Brigada Flores Magon (Street-punk rouge et noir, Paris), Bolchoi (Oi! Toulouse), Sons de Lucha (Street-Punk, Bordeaux) + guest. Entrée : 50 F. Tables de presse + expo photos de Yann Deraris.

TOULOUSE (31) : manifestation régionale antinucléaire. Rendez-vous à partir de midi pour pique-niquer place du Capitole. Départ de la manif à 14 heures.

CALAIS (62) : rassemblement à 14 h 30 au parc Saint-Pierre-de-Calais (Projection, expositions, stands, concert) pour « sortir les réfugiés de la clandestinité », à l'appel de nombreuses associations, dont le groupe de Lille de la Fédération anarchiste.

STRASBOURG (67) : le groupe de Strasbourg appelle à manifester le 20 octobre à Colmar, place

du Champ-de-Mars à 14 heures pour exiger la sortie du nucléaire. Pour les personnes souhaitant s'y rendre à partir de Strasbourg, un transport en train est organisé. Pour s'inscrire, appeler le 06 67 83 76 13.

Dimanche 21 octobre

PARIS (75) : fête du livre à la librairie Publico, 145, rue Amelot, 11^e. Tél. : 01 48 05 34 08.

Vendredi 26 octobre

STRASBOURG (67) : festival anti-fasciste organisé par le comité universitaire de vigilance contre l'extrême droite, au Molo-doï, rue du Ban-de-la-Roche, à partir de 19 heures, avec Supple Lady Date (rock), Indica (reggae), Les Jolis Roger (baloch punk), Les Dahus (battue ska reggae fiesta), Wahid (rai) et Nyaman (reggae). Prix des places : 40 F.

Samedi 27 octobre

PARIS (75) : action pour la gratuité des transports organisée par le Réseau pour l'abolition des transports payants, M^e Châtelet, à 14 h.

Lectrice, lecteur, depuis la rentrée de septembre, le Monde Libertaire que vous avez entre les mains a quatre pages de plus. 12 pages au lieu de 8. Depuis mars 1990, le Monde Libertaire, que vous achetez aux militants de la FA ou dans les kiosques, est à 10 F. Onze années sans aucune augmentation ! Dans un souci de faire simple, de couvrir le surcoût lié à la fabrication, et surtout de ne pas vous pénaliser financièrement, nous avons décidé de porter le prix du Monde Libertaire à 2 euros. Jusqu'à fin décembre, le Monde Libertaire coûtera donc 13 F. Au premier janvier 2002, nous reverrons à la hausse le prix de notre abonnement. Une bonne occasion donc de s'abonner avant cette échéance et nous permettre ainsi de décaler les fonds nécessaires à la mise en place d'une deuxième couleur dans les mois à venir. Nous avons toujours pu compter sur votre fraternité dans le passé. Nous sommes convaincus de vous retrouver aujourd'hui avec nous.

L'administrateur

Directeur de publication : Jacques Toublet
Commission paritaire n° 0906 I 80740 - Imprimerie : Hebdo 1 (Bernay)
Dépôt légal 44145 - 1^{er} trimestre 1977 - Routage 205 - Hebdo 1
Diffusion NMPP

BULLETIN D'ABONNEMENT

le monde
libertaire

Rédaction - Administration :
145, rue Amelot, 75011 Paris
Tél. : 01 48 05 34 08 - Fax : 01 49 29 98 59

Tarif (hors série inclus)	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé France	Étranger
1 mois 5 n ^m	<input type="checkbox"/> 45 F	<input type="checkbox"/> 70 F	<input type="checkbox"/> 60 F
3 mois 13 n ^m	<input type="checkbox"/> 105 F	<input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 140 F
6 mois 25 n ^m	<input type="checkbox"/> 195 F	<input type="checkbox"/> 310 F	<input type="checkbox"/> 250 F
1 an 45 n ^m	<input type="checkbox"/> 350 F	<input type="checkbox"/> 530 F	<input type="checkbox"/> 400 F

Abonnement de soutien : 400 F

Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande
Pour les détenus et les chômeurs, 50% de réduction
sur les abonnements de 3 mois et plus
en France métropolitaine (sous bande uniquement)

(En lettres capitales)

NOM Prénom.....

Adresse

Code postal Ville.....

Pays

Chèque postal Chèque bancaire

Virement postal (compte CCP Paris 1128915 M)

Règlement à l'ordre de Publico (à joindre au bulletin)

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage

À la petite semaine

Le vivier

Une étude sur les violences sexuelles au sein de l'école nous apprend que près de soixante-dix viols ont été recensés pour l'année 1998-1999 par le ministère de l'Éducation nationale.

Il y a quelques mois, l'accent était mis brièvement sur le « rite » des viols collectifs dans les cités, élégamment appelés « tournantes » par des bandes d'adolescents couillus adeptes de ce charmant passe-temps.

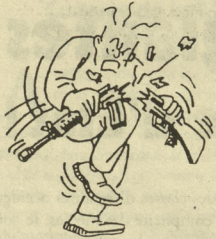
Perte des repères, démission de la famille, valeurs exacerbées de virilité et de violence... une avalanche d'explications d'ordre psychologique et social nous est fournie pour tenter de comprendre l'ampleur de ce phénomène inquiétant. S'il en est qui avaient des repères solides, des

familles à la hauteur et au fond du cœur les valeurs admirables de la France éternelle, c'était bien les p'tits gars partis « pacifier » l'Algérie rebelle dans les années soixante. Et pourtant voilà que des témoignages de plus en plus nombreux nous disent que neuf fois sur dix les femmes algériennes détenues étaient là-bas systématiquement violées par eux.

Comme disait Chevènement il y a quelques années, « la France est avant tout une éthique exigeante ». Dans les toilettes de certains établissements scolaires et des caves de banlieue, on rencontre de plus en plus fréquemment cette morale pointilleuse chez de bons petits jeunes gens à qui ne manque que l'uniforme militaire pour être enfin dignes de notre beau drapeau.

Floréal

Suite de la page 1



à Herat, « il y a 600 000 personnes au bord de la famine », dit-il. « Si vous leur donnez une livre de nourriture par jour, le minimum pour simplement survivre, il faudrait cinq cents avions par mois pour fournir le seul camp de Herat, et l'Afghanistan est de la taille du Texas. L'administration a décidé que deux avions seraient utilisés pour l'aide alimentaire, pour tout l'Afghanistan. »

Officiellement, les cibles principales des bombardements sont les membres du réseau de Ben Laden. « Nous allons les affamer et les éradiquer », a dit Rumsfeld. Cette rhétorique doit être comprise, d'une façon qui n'est que trop appropriée, dans un contexte plus large. Il termina sa conférence de presse par un vibrant : « Nous ne nous laisserons par terroriser. »

« Avec cette dernière citation, tout est dit », commenta Brian Williams, présentateur sur MSNBC, un instant plus tard, avant de passer à l'« analyste militaire de la NBC », Bernard Trainor, un ancien général des Marines. À l'instar des autres ex-généraux qui cachetonnent sur les plateaux télé, Trainor utilise systématiquement le mot « nous » pour décrire les actions militaires des États-Unis (« Nous sommes désormais susceptibles de, etc. »). Les cartes high-tech et les graphiques vidéo pleuvent en abondance pendant ses explications de scénarii de war-games.

Les anciens diplomates aussi ont le droit de jouer. Sur NBC, Richard Holbrooke (un chouchou des médias qui a orchestré la préparation diplomatique des bombardements de la Yougoslavie en 1999) a discuté avec Tom Brokaw tout en rendant limpides les dynamiques géopolitiques à coups de flèches lumineuses sur des cartes toute scintillantes.

Traversant en permanence les écrans TV, des bribes de citations se brouillent mutuellement... Ben Laden affirmant que les croyants vont triompher, Bush déclarant « que Dieu continue à bénir l'Amérique », les talibans accusant les États-Unis d'attaques « terroristes »... Plus le temps passe, et plus les adversaires semblent parler chacun le langage de l'autre.

Les logos des écrans, paillerés de bleu-blanc-rouge, suent la fierté d'une nation qui réagit. CBS a opté pour « l'Amérique riposte », NBC et MSNBC préfèrent « l'Amérique : contre-offensive ». Par moments, MSNBC passe à un slogan de rechange : « Défense de la nation ».

Bombarder l'Afghanistan est supposé améliorer notre sécurité, ici aux USA. Pourtant, quelques heures après le début de l'offensive du 7 octobre, le FBI a demandé de monter le niveau d'alerte sur le territoire des États-Unis – précisément parce que le risque d'une nouvelle attaque mortelle dans ce pays a augmenté. Si la guerre c'est la paix, pourquoi un danger accru n'apporterait-il pas la sécurité accrue ?

Lundi après-midi, les télémontraient des bombardiers décollant de terrains d'aviation, en route pour l'Afghanistan. Les téléspectateurs de MSNBC on pu voir la tête des ogives portant l'inscription « NYPD » (*New York Police Department, n.d.t.*) sur fond de drapeau américain.

Et ainsi, le processus de bourrage de crâne de l'imagerie patriotique est à peu près complet. Pendant des semaines, dans la foulée des épouvantables événements du 11 septembre, le public a étreint la bannière étoilée comme un symbole de douleur, de solidarité humaine, et d'amour de la patrie. Maintenant, l'omniprésent drapeau américain est utilisé à des fins militaires de destruction.

« La guerre sera longue », a promis George W. Bush ce lundi [8 octobre]. Selon tous les indices, les chaînes de télévision sont prêtes à prendre leur part dans l'opération militaire qu'on a appelé Liberté immuable (« enduring freedom »). Mais loin du confort de Televisionland, beaucoup de gens auront à « endurer » notre liberté de tuer.



R. Ottimer / Batailles

Crises de foi

Le Moyen Âge en Italie

DEPUIS que la droite a gagné les élections en Italie, l'ordre moral est de retour. Il faut dire que l'Église a largement participé à cette victoire et que, du coup, elle demande à être récompensée. Ainsi, le président de la région de Rome – Francesco Storace – a décidé que les familles pauvres pourraient accéder aux aides sociales seulement si elles présentaient un certificat de mariage en bonne et due forme. Les couples vivant dans le péché n'ont qu'à crever, c'est cela la morale chrétienne.

L'Église, ah bien sûr ! était contente, et elle l'a fait savoir. Ainsi, quand ce projet d'aide avait été discuté il y a trois ans (à l'époque la gauche dirigeait la région), ces aides étaient destinées à tous les couples, mariés ou non. Sous la pression de l'Église, le texte affirmait néanmoins que les couples homos n'y avaient pas droit. Mais les évêques n'étaient pas contents, car pour eux seul le mariage compte. Pour le reste de la droite, le président de la région donne le bon exemple. Ainsi, le secrétaire d'État au ministère de l'Intérieur – Alfredo Mantouan – a déclaré : « Il est temps que la droite réagisse en annonçant clairement que la seule famille titulaire de droits est celle composée d'un homme et d'une femme qui

publiquement s'engageant à travers le mariage. » Cette croisade d'un autre temps est aussi menée par Rocco Buttiglione, un catho ami de Jean-Paul II. Celui-ci a fait de l'avortement son combat personnel. Sa dernière idée consiste à encourager les femmes à garder leur enfant en leur offrant un million de lires. Ce projet a provoqué une levée de boucliers, mais il a reçu le soutien de l'Église et de la droite, dont M. Storace qui a même déclaré : « La droite ne doit pas avoir peur de ces thèmes qui servent à affirmer une identité européenne qui fonde ses racines dans la défense des valeurs chrétiennes. » On ne peut pas être plus clair.

Régis Boussières
groupe Kronstadt Lyon

Anti-mondialisation et islamistes même combat ?

EN CE MOMENT, des journalistes, des sociologues s'amuse à comparer les islamistes aux mouvements anti-mondialisation. Ainsi, *Courrier international* reprend un édito de *Wall Street Europe* intitulé « Tremblez, opposants à la mondialisation ». L'éditorial de *Wall Street Europe* ne fait pas dans la dentelle : « À présent que l'on s'est attaqué à la civilisation et que des milliers de gens ont perdu la vie, ceux qui défient les règles de la démocratie vont être traités avec moins de tolérance. » L'auteur ne va pas jusqu'à vouloir l'interdiction des manif, mais il faut « raviver notre foi en la démocratie ». Peu après, il s'en prend aux manifestants anti-mondialisation « qui ont saccagé les villes », au contraire des forces de l'ordre, bien sûr. Certes « les manifestants ne peuvent être assimilés à des terroristes, car leur action revêtait un tout autre degré de gravité. Mais ils avaient un trait important en commun : la même intolérance envers les règles établies de la démocratie ». Bref, qui n'est pas avec moi est contre moi. Il n'y a que deux camps : les vrais et gentils démocrates et les méchants terroristes anti-mondialistes. Drôles de conceptions pour un démocrate. Elles s'apparentent plutôt à des conceptions fascistes. Quant aux règles établies par les démocraties, elles sont décidées par des représentants qui ne rendent jamais compte de leurs décisions au peuple. Le peuple vote-t-il les lois ? Participe-t-il au débat ? Il ne faut pas confondre démocratie et droit juridique. Enfin, parmi ceux qui prétendent défendre la démocratie et le droit contre les méchants à coups de bâton, il y a toujours eu les dictateurs. L'auteur s'attache après à dénoncer le fait que le courant anti-mondialiste est autoritaire et veut imposer ses vues par la violence : « L'anti-mondialisation est une cause qui n'a aucun succès électoral. Les partis qui s'y sont ralliés n'ont jamais emporté qu'une infime fraction des voix. [...] Et pourtant, ils ont voulu nous imposer leurs opinions anticapitalistes. » Là on rit ! Alors, comme ça, la démocratie n'a qu'une représentation : celle des partis politiques ? Quelle vision de la démocratie ! Les associations, les ONG, les simples citoyens ne représentent donc rien ? Les courants anti-mondialistes ne se reconnaissent pas dans les partis politiques, ni dans leurs convictions ni dans leurs pratiques. Cela explique le fait qu'électoralement parlant les partis anti-mondialistes ne pèsent pas. Enfin, que dire du fait que seul le vote représente la démocratie ? Si les courants anti-mondialisation ne représentent rien, que dire des autres partis élus avec 30 à 40 % maximum de la population totale ? Ce sont eux qui ne représentent plus rien ! Enfin, dans les courants anti-mondialisation, il y a de tout, des cathos aux anars ; il est impossible de dégager une volonté commune à tous ces mouvements. Or, l'auteur parle de ces mouvements comme d'un bloc monolithique qui conspire contre le brave démocrate.

Attention danger ! Ces propos sont très graves. Comment peut-on comparer des anars par exemple à des islamistes ? Comment peut-on parler du camp du « bien » contre le camp du « mal » ? alors que les islamistes n'existent que grâce aux USA, et que nos démocrates soutiennent des régimes ultramusulmans, des dictatures. Au nom de l'argent, car finalement ce journaliste ne défend pas la démocratie mais le fric, les riches. Je le vois mal descendre dans la rue contre la peine de mort aux USA ou le droit d'expression en Arabie Saoudite. Enfin, les islamistes n'ont rien à voir avec les anti-mondialistes. Les islamistes sont des fanatiques religieux, nationalistes financés par les banques et les paradis fiscaux. Or tout cela est dénoncé par les anti-mondialistes. Le journaliste, enfin, termine son article par une mise en garde concernant les manifestants. « À l'avenir, les sociétés démocratiques seront moins tolérantes face à de telles violences. Espérons que les manifestants hostiles à la mondialisation qui ont utilisé la violence contre l'autorité et les institutions auront tous entendu le message. » Pour lui, il n'y a pas eu de violences policières, ni de mort ou de blessés du côté des manifestants. Au nom de la démocratie, propose-t-il que nous finissions dans des stades ou des camps ? Il n'ose pas le dire, mais la menace est bien là. Il n'y a pas à dire, ce journaliste est aussi démocrate que Franco ou Pinochet.

Régis Boussières
Groupe Kronstadt, FA Lyon

Nous refusons vos guerres sanglantes À bas tous les terrorismes et le terrorisme d'État !

SUITE AUX ATTAQUES TERRORISTES du 11 septembre dernier, plus de 6 000 personnes sont mortes ou portées disparues. Nous, anarchistes, tenons à exprimer, comme la majorité des gens, notre profonde peine et notre incrédulité face à cette dévastation qui a frappé New York, Washington et la campagne pennsylvanienne. Il va sans dire que nous sommes contre l'usage délibéré d'une violence arbitraire, sans discernement, dans le but d'atteindre des fins politiques. Les activités terroristes vont à l'encontre de notre vision radicale des changements sociaux.

Bien que les cibles de ces attaques soient des symboles majeurs de la globalisation capitaliste (le World Trade Center) et du militarisme états-unien (le Pentagone), la majorité des victimes n'était pas moins de simples salarié(e)s ordinaires, ce qui rend ces atrocités indéfendables. Nos cœurs sont avec les familles et les ami(e)s de ces victimes.

Le terrorisme religieux, capitaliste et étatique

Les États-Unis ont promis une « guerre prolongée contre le terrorisme », mais nous ne nous laisserons pas abuser. Comme anarchistes, nous sommes opposés au terrorisme sous toutes ses formes et ne faisons pas de distinction entre la terreur utilisée par des extrémistes religieux, des exploiters capitalistes ou l'État.

Le terrorisme des extrémistes religieux représente une menace très réelle dans le monde d'aujourd'hui : on le voit avec les attentats à la bombe des fondamentalistes chrétien(ne)s d'extrême droite contre des cliniques d'avortement, avec les massacres de Palestinien(ne)s par des colons juifs ultra-orthodoxes et avec ces récentes attaques sur la côte est des États-Unis (attribués, à tort ou à raison, aux intégristes islamiques). Il s'agit là, bien sûr, d'actes inexcusables posés par des fanatiques religieux pour créer des bains de sang et installer la peur au sein de la population. Cependant, ce type de terrorisme est souvent surpassé dans l'horreur par celui, encore plus violent et destructif, propre à l'État et au capitalisme.

La philosophie capitaliste, qui prône « le profit avant les gens », a une longue et sanglante histoire dont résultent tant la richesse obscène d'une infime minorité que la souffrance et la mort d'une grande partie de la population mondiale. Des premières racines de l'esclavage et du colonialisme jusqu'à la dernière phase de globalisation de ce système économique, le capitalisme a toujours utilisé le terrorisme d'État pour asseoir violemment sa domination.

En tant qu'État capitaliste le plus puissant (politiquement, économiquement et militairement), les États-Unis ont été les principaux instigateurs de plusieurs campagnes de dévastations terroristes. Des bombes atomiques d'Hiroshima et Naga-

saki au bombardement plus récent de la compagnie pharmaceutique Al Shifa au Soudan; de l'installation de dictatures en Amérique latine à l'aide financière aux régimes meurtriers d'Israël, de Turquie, de Colombie et d'ailleurs; du bombardement massif d'une place de marché grouillante

et la religion comme moyens pour que les classes populaires s'identifient à l'État et ses valeurs. La peur et l'impuissance ressenties au lendemain des attaques ont été canalisées dans un patriotisme aveugle et un racisme qui ne servent que les intérêts de la classe dirigeante. La flambée de vio-

l'unanime des classes dirigeantes occidentales et la complicité des médias, le gouvernement états-unien est prêt à envahir plusieurs pays, à multiplier les destructions et les atrocités sans nom dans un conflit aux multiples fronts contre un ennemi invisible et inconnu... Comme toutes les guerres menées par l'État, il s'agit en fait d'une guerre de pouvoir. Les États-Unis ne sont pas prêts à combattre les vraies causes dans lesquelles s'enracine le terrorisme, ce qui nécessiterait des changements fondamentaux dans leur propre politique étrangère. Ils veulent plutôt consolider leur position de puissance dominante du monde.

Les pertes humaines tragiques engendrées par les récentes attaques terroristes seront bientôt utilisées comme justification pour couper dans l'éducation, l'habitation, la santé et bien d'autres programmes sociaux, cela pour engraisser un budget militaire déjà glouton. Le niveau de répression social s'accroîtra pour l'ensemble de la population et les libertés civiles s'échangeront contre un faux sentiment de sécurité et de justice. Enfin, la fierté nationale et le patriotisme seront utilisés pour envoyer les jeunes des milieux populaires servir de chair à canon pour mieux renforcer la domination impérialiste états-unienne.

Les anarchistes, comme tous les mouvements progressistes, doivent s'opposer à cette agression militaire comme nous nous opposerions à n'importe quelle autre. Ce n'est que par une lutte active contre toutes les formes de terrorisme, qu'ils soient religieux, capitalistes ou étatiques, que nous arriverons à mettre fin une fois pour toutes à ce cycle de violence.

Même dans la tragédie où il y a de la vie, il y a de l'espoir...

Dans l'épouvantable drame de ce mardi 11 septembre, nous apercevons malgré tout quelques graines d'espoir laissant envisager un avenir moins pourri. Des milliers de gens ordinaires ont envahi les rues pour aider aux efforts de secours, risquant souvent leur propre sécurité. Les cliniques de don de sang ont été remplies à pleine capacité. La bouffe, les vêtements et l'hébergement ont été offerts gratuitement aux survivant(e)s et aux secouristes par un réseau complètement spontané et auto-organisé d'aide mutuelle et de solidarité. C'est dans ces gestes désintéressés que nous voyons des graines d'espoir... L'espoir d'une société future autogérée, égalitaire, sans classe ni État, une société libérée de toute forme de hiérarchie et de domination. Un futur communiste libertaire est possible!

Fédération des communistes
libertaires du Nord-Est (NEFAC)

Canada



R. Ottimer : Batailles

de monde en Yougoslavie aux sanctions économiques toujours en vigueur contre l'Irak qui ont causé jusqu'ici la mort de plus de 500 000 enfants; et maintenant, avec une nouvelle « guerre au terrorisme », nous pouvons nous attendre à voir s'écrire un nouveau chapitre de ce triste héritage.

Ces événements ne sont pas des exceptions historiques, ils sont les composantes nécessaires au maintien de la domination politique et économique d'un puissant État capitaliste.

Nationalisme et racisme ennemis des classes populaires

Pendant que le soutien populaire aux réactions belliqueuses du gouvernement états-unien se nourrit des récentes attaques terroristes, nous assistons à une nouvelle montée d'agressions racistes comme chaque fois que le nationalisme relève sa monstrueuse tête. Traditionnellement, le nationalisme est exalté par la classe dirigeante qui utilise le racisme, le patriotisme

lence contre les Arabes, les musulman(e)s et toute personne ayant ne serait-ce qu'un semblant d'origine moyen-orientale sera exploitée pour renforcer l'effort de guerre à l'étranger et garder les classes populaires divisées au pays.

En tant qu'anarchistes, nous assurons de notre pleine solidarité ceux et celles qui sont actuellement victimes d'attaques racistes et, si nécessaire, nous prendrons activement part à la défense de ces communautés (dans le respect de leur autonomie). Nous ferons aussi, comme toujours, la promotion de l'antiracisme et de la solidarité internationale des classes populaires qui demeurent nos meilleures armes contre la violence des dirigeants et de leurs guerres.

Pas de guerre entre les nations pas de paix entre les classes

Nous ne voyons pas l'actuel effort de guerre comme une volonté de s'opposer au terrorisme mais plutôt comme une guerre contre l'humanité. Avec le support

Congrès de la FAI à Bologne Motion finale

A PRESQUE UN MOIS du 11 septembre, nous n'avons aucune certitude objective sur les auteurs du massacre et sur leurs commanditaires. Nous sommes cependant certains que les victimes de tout ceci, à part les milliers de morts dans l'immédiat, seront les prolétaires du nord et du sud de la planète qui connaîtront d'autres morts, destructions, pillages, oppressions, misère et suppression des libertés politiques, sociales et syndicales. Ceci est la conséquence certaine du combat militaire et économique entre les puissants.

Pendant que nous écrivons ces lignes, nous parvenons de nouvelles de l'attaque anglo-américaine contre les populations afghanes et des premières victimes civiles des bombardements « chirurgicaux ». La situation actuelle, dans sa complexité, confirme les analyses anarchistes du rapport inséparable entre logiques d'État et guerre comme condition permanente du développement de la domination et de la société d'exploitation.

Il faut empêcher la logique du combat militaire et économique, masquée par le conflit « de civilisation » entre les seigneurs de la terre. La politique US, depuis la guerre du Golfe en passant par les guerres yougoslaves, s'est caractérisée par la tentative d'affirmer sa propre hégémonie sur le système économique et politique international, se garantissant le contrôle du territoire de toute la planète. Une politique qui voit sur le plan intérieur de toutes les nations impliquées, une hausse des dépenses militaires au détriment des civiles, l'accroissement de la répression, l'attaque contre les conditions de vie et le revenu des classes travailleuses.

Les États nous ont conduits, hier comme aujourd'hui, à une situation « de guerre infinie » tournée dans cette phase historique surtout vers le contrôle des ressources stratégiques et aussi des voies de communication et de transport. La création de l'image actuelle de l'ennemi islamique, terroriste par définition, est utilisée, dans sa fausseté, à la justification des massacres déjà commencés : massacres qui comme toujours, frapperont presque exclusivement les populations désarmées. Il s'agit d'une tentative de véritable militarisation des consciences, utilisée aussi pour forcer l'acceptation des lois liberticides et racistes (on pense, pour l'Italie, à la célèbre loi Bossi-Fini sur l'immigration).

L'opposition à la guerre, à l'État, au capital, au militarisme et à la « globalisation » doit être intrinsèque. Il faut sortir de la logique de la spectacularisation du conflit, imposée par les moyens des masse-médias, à laquelle malheureusement (on pense à Gènes) n'échappent pas de vastes secteurs du mouvement d'opposition. Secteurs dont les « actionnaires de majorité » se sont portés sur le chemin de l'institutionnalisation au moyen du projet d'un ennemi petit parti (l'Italia social forum).

C'est notre intérêt au contraire de se référer aux thématiques antimilitaristes, antiétatiques et anticapitalistes parmi « les gens communs » qui subissent les effets dévastateurs de la société hiérarchique : il faut éviter le plus possible l'isolement social que la politique de guerre veut construire autour de tout mouvement d'opposition réel. Nous ne pouvons alors que confirmer et répéter le choix de conjuguer radicalité et enrôlement qui, comme anarchistes fédérés, nous a caractérisés dans l'opposition au G8 à Gènes, au printemps et cet été, cherchant à construire des moments d'aggrégation de masse contre la guerre qui mettent sur pieds des initiatives de lutte et confrontation antimilitariste.

Les compagnes et compagnons de la FAI réunis les 6 et 7 octobre à Bologne en congrès national décident :

1. Sur la base de ces contenus d'analyse, donnent mandat à la commission antimilitariste pour qu'elle réalise un manifeste national contre la guerre.

2. Invitent les compagnons à poursuivre leur mobilisation contre la guerre et en particulier prévoit pour le 4 novembre 2001 une journée nationale à caractère antimilitariste basée sur des initiatives locales.

3. Donnent mandat à la commission antimilitariste pour la constitution d'un site Internet qui contienne documents, tracts, liaisons sur l'antimilitarisme et l'opposition à la guerre.

4. Donnent mandat à la commission de correspondance et à la commission antimilitariste pour estimer la possibilité d'annoncer une manifestation contre la guerre, ouverte à d'autres sujets, politiques, sociaux, pacifistes et antimilitaristes.

5. Reconnaittent l'exigence d'un congrès international des forces anarchistes et libertaires sur les thématiques antimilitaristes et de l'opposition à la guerre.

Contre l'extermination des populations sans défense, désertons la guerre et le militarisme!

L'unique guerre que nous sommes disposés à conduire est celle de classe pour la révolution sociale, pour l'internationalisme prolétarien, pour l'égalité et la liberté!

Les 6 et 7 octobre 2001

Nature du terrorisme

LORS DES NOMBREUX documentaires s'interrogeant sur les conséquences futures de l'intervention militaire américaine et de l'OTAN en Afghanistan, certaines personnes ont souligné que toute intervention armée brutale provoquerait l'émergence de nouvelles générations de terroristes islamistes. Il n'est plus à démontrer que les peuples arabes ne supportent plus les bombes occidentales qui s'abattent régulièrement sur leurs différents pays. Ces peuples, soumis depuis des décennies à la volonté despotiques des tyrans, souvent mis en place par nos propres gouvernements et maintenus à leurs postes de dictateurs par la vente massive d'armes technologiques empêchant tout soulèvement populaire, doivent assumer la famine résultant de ces guerres, la détresse de leurs habitats détruits, l'impuissance à pouvoir sauver leurs enfants des séquelles mortelles des empoisonnements chimiques ou radioactifs des bombardements. Comment s'étonner qu'une partie de ces habitants se retournent vers le message de l'islam intégriste, se replient sur leur foi et prient qu'Allah leur donne la force de combattre cet Occident qui semble n'avoir comme seul but que leur asservissement total.

Qu'à fait l'Occident sinon renforcer à tous les niveaux le pouvoir exorbitant de leurs sultans, rois ou présidents afin de conclure avec eux les contrats d'exploitation de leurs sous-sols riches en gaz, pétrole, minerais afin d'y puiser les ressources qui nous permettent aujourd'hui de figurer parmi les membres de ce G8 qui s'honore d'afficher sa puissance financière et technologique ? Si ces peuples avaient pu bénéficier du produit réel de leur travail et accéder à la culture, aux loisirs, à l'habitat et à la nourriture auxquels tout peuple aspire ou auxquels tout peuple a droit, il ne fait aucun doute que les paroles sulfureuses de quelques imams intégristes n'auraient pas réussi à porter leurs fruits car les peuples aspirent à la paix. L'intégrisme islamiste se serait réduit au niveau que frôle l'intégrisme catholique ou à celui de l'ultra-orthodoxie intégriste juive.

Désinformation et services secrets

Que l'on nous informe que l'on ne saura rien n'est guère surprenant. En ces temps de guerre, cela a toutefois l'avantage de laisser supposer qu'auparavant l'information nous était délivrée sans passer par le filtre policier ou militaire. Les journalistes qui prêtent tant d'attention à ce que leur carte d'accréditation auprès des ministères et des ambassades ne leur soit pas retirée par le fait de révélations imprudentes savent que l'information est un produit construit de toute pièce comme ces faux passeports pouvant se révéler être vrais ou inversement.

Il est curieux de constater en cette période de ferveur fanatique dopée de religiosité politique, où les forces en combat se réclament de Dieu, d'Allah, du Bien ou du Vrai, que le mensonge soit érigé en vertu transitoire. Pour une fois, dans ce combat titanique contre le Mal, le Bien doit se résoudre à revêtir l'habit de son adversaire et utiliser les armes de la fourberie classique. Étant donné les multiples services que la CIA rendit aux services islamistes intégristes qu'elle finança, arma et entraîna, nous ne doutons que ces deux camps devenus momentanément adverses aient gardé l'habitude d'échanger leurs costumes, leurs équipements et leurs enseignements. Rappelons que les États-Unis utilisèrent pour lutter contre l'Union soviétique les membres des services de renseignement nazis et que les missiles nucléaires qui dévastent aujourd'hui la planète n'auraient pas atteint une capacité de frappe similaire si les USA, la France et l'URSS n'avaient réemployé les savants qui peu de temps avant officiaient pour le compte du troisième Reich. Il devient donc difficile dans ces conditions de porter un jugement visant à diaboliser uniquement l'intégrisme musulman sans dénoncer avec autant de virulence l'intégrisme politique,

policier et militaire qui gouverne nos démocraties occidentales qui dénaturent chaque jour un peu plus le mot « démocratie ».

Religion et extrême droite

Lorsque les représentants des divers cultes religieux assument que les guerres ne doivent pas se faire au nom des religions, ils semblent être devenus aveugles ou atteints d'amnésie chronique. Il est vrai qu'on ne les entend guère dénoncer publiquement les excès des courants ultra-orthodoxes qui parcourent l'espace de leur propre culte. Pourtant, une même chose unit ces divers courants confessionnaires : leur lien politico-financier, sorte de pieuvre-piolet les retenant à toutes les infrastructures des droites nationales auxquelles dorénavant les socio-démocrates semblent eux-mêmes fortement attachés. Ce qui amène les services secrets de nos gouvernements respectifs, à l'échelle planétaire, à jouer les bons offices et sur ce plan-là, le budget est roi, ce qui donne à la CIA une place privilégiée et l'on sait qu'elle n'est pas regardante. Ces conseillers non plus, d'ailleurs. Ce qui l'intéresse n'est pas votre religion ou vos idées mais uniquement si vous pouvez être un outil servant la prospérité américaine ou un frein à ses visées économiques. Bush vient de vous le rappeler. Avec ou contre l'Amérique ! Même l'Europe qui gaeulait les mains en porte-voix contre le système d'écoutes Echelon n'a pas moufté à l'annonce par Bush du renforcement de ces écoutes. Le grand frère a parlé et l'Europe qui ne savait plus comment s'y prendre pour encadrer et surveiller les rebelles anti-mondialistes et qui dut mettre en veilleuse, après l'assassinat de Carlo Giuliani, son projet de police anti-émeute européenne, lance ses nouveaux paramètres de collaboration policière et promet de plancher sur l'analyse du mot « terrorisme » afin que sa nouvelle police européenne créée pour le combattre puisse se parer de ses vertus judiciaires et républicaines. En attendant, la CIA n'a toujours pas été jugée pour l'attentat de la gare de Bologne et l'extrême droite vaticane et militaire italienne qui l'a aidé à le commettre est au pouvoir aujourd'hui.

Les milliers de victimes de Manhattan étouffent de manière étonnante le fait que la CIA ait financé des groupes du GIA que l'extrême droite française soutint publiquement sans pour autant que ses candidats à l'élection présidentielle aient à en souffrir. Tout ceci laisse penser que toutes les déclarations au sujet des femmes afghanes sont bien circonstancielles et que la critique du voile en cette occasion ne relève que d'un prétexte de diabolisation de l'intégrisme islamiste, car jamais les gouvernements ne font état du sort des femmes voilées en Arabie Saoudite, au Pakistan, à Oman au Qatar, tous pays d'ailleurs friands d'achats d'armes européennes, ce qui explique sûrement le silence de la France, République parmi les républiques. Rappelons que les femmes en France, du moins celles cloîtrées dans les monastères par la permanence légalisée d'un intégrisme catholique similaire, sont voilées et enfermées dans des cellules sans droit de visite. Au nom de la foi.

Terreur et menaces

Certains ont comparé Bush et Berlusconi à Ben Laden. Il est vrai que nombre de choses les rassemblent : l'argent, le goût de la menace, la folie du pouvoir. Mais le langage de Bush garde la veulerie du langage des croisés du Moyen Âge et se rapproche plutôt de celui de Poutine qui désire buter du Tchétchène jusque dans les chiottes. Là encore, l'Europe donne le degré de la lâcheté de ses gouvernants et la population tchétchène n'a qu'à enterrer ses morts sans broncher. Soit-disant, pour ne pas froisser la susceptibilité musulmane, le nom de guerre « Justice sans limite » a été changé. Rappelons que Camus écrivait dans *L'Homme révolté* : « La liberté absolue raille la justice. La justice absolue nie la liberté. Pour être fécondes, les deux notions doivent trouver l'une dans l'autre leur limite. »¹

L'Europe ne semble guère en voix de trouver la sienne. Accepter en son sein un Haider et un Berlusconi revenus au temps de la supériorité de la race blanche ne peut que rétrécir la voix vers une possible liberté.

Joaquim Lopez

1. Albert Camus, *L'Homme révolté*, p. 349, Gallimard, coll. Idées.



Guy Girard

Dans le monde

Italie

Attentats et arrestations contre les anarchistes

LE CENTRE Pinelli de Gènes touché par un attentat. Des arrestations dans tout le pays pour empêcher une initiative contre la guerre. Le centre social Pinelli, du quartier de Molassana de Gènes, qui servit de base logistique aux « anarchistes contre le G8 » lors des journées de manifestation, a été dévasté par un incendie provoqué par un cocktail Molotov. Cette attaque, intervenue dans la nuit du 15 au 16 septembre, a provoqué des dommages importants : le matériel informatique est détruit et l'installation électrique dévastée. La même nuit et dans la même ville, un autre cocktail Molotov a détruit les témoignages affichés place Alimonda, en hommage au jeune Carlo Giuliani, tué par un carabinier durant le G8. La piste la plus vraisemblable pour chercher les auteurs de ces attaques semble être celle de l'extrême droite.

Mais deux jours plus tard, le 18 septembre, l'État italien organisait un vaste coup de filet dans les milieux anarchistes de nombreuses villes de la péninsule : Milan, Pise, Turin, Cuneo, Sardina, Modena, Trieste, Padoue, Venise, Aoste, Nuoro, Cagliari, Grosseto, Cuneo, Firenze, Catania, Orvieto, Mestre, Vittorio Veneto, Sacile y Mondovi. Une centaine de perquisitions, soixante mises en examen, des arrestations, dix-sept inculpations pour « association subversive » : c'est le résultat de cette opération. Officiellement, cet énorme dispositif avait pour objet de rechercher des membres d'une « organisation anarchiste insurrectionnelle ». En fait, nombre des personnes soupçonnées par la police sont investies dans le soutien aux prisonniers grecs mais aussi espagnols du régime d'isolement FIES.

Enrayer

la mobilisation anarchiste ?

Prévue de longue date, une initiative contre le sommet de l'OTAN en Italie des 26 et 27 septembre par le collectif contre Aviano 2000 était prévue. Ces initiatives devaient culminer le 29 septembre à Naples

Kazakhstan

LE 3 OCTOBRE à Aksai, Ouest-Kazakhstan, une petite ville dans le voisinage immédiat de l'énorme champ condensé gazifère et pétrolifère de Karachaganak, des tracts ont été collés par des membres d'un groupe anonyme de travailleurs dans le quartier des employés occidentaux (managers et spécialistes de ENI-Agip, British Gas, Texaco, Shell, Lukoil, etc.). C'est un quartier résidentiel hautement restreint pour les managers et les spécialistes avec un système de laissez-passer spécial (limitation de la carte d'accès dans le temps) et une infrastructure fortement sécurisée. Il est gardé spécialement contre les gens de l'endroit (sauf si ce sont des jeunes filles). Ils ont l'eau chaude et plein d'autres choses sympas et utiles là-bas... Les tracts commençaient ainsi : « **Combats ton véritable ennemi : flics-patrons-politiciens. Pas de guerre, sauf la guerre de classe!** »

Relations internationales de la FA

Source : The A-Infos News Service



Leon Granier

mais aussi à Rovetero in Piano. Elles sont aussi dirigées contre la présence de bases de l'Alliance atlantique en Italie (base d'Aviano). Cette présence militaire, selon le collectif Aviano 2000, pourrait servir de point d'appui à une riposte militaire américaine en Afghanistan. La crise actuelle donne une ampleur particulière aux protestations. D'ores et déjà, et pour continuer la démarche entreprise à Gènes contre le G8, les anarchistes italiens ont déjà prévu la constitution d'un cortège libertaire à Naples, le 29 septembre. Pour la Fédération anarchiste italienne : « Il faut répéter en fait que se rebeller contre la domination militaire, politique et économique sur nos vies est plus que jamais juste et nécessaire. Il faut, dans cette phase, s'opposer à toute restriction de la liberté de manifester, s'organiser et lutter : reculer aujourd'hui signifierait se fermer pour des années drastiquement tout espace d'activité politique. Il est d'une importance particulière d'approfondir toutes les stratégies du pouvoir militaire contre la société et construire les luttes de base contre la militarisation du territoire. »

La vague d'arrestations pourrait donc bien être une stratégie policière pour entraver l'offensive antimilitariste des anarchistes. D'ailleurs, le préfet de police de Turin a interdit le meeting organisé par la Fédération anarchiste de Turin, le samedi 22 à 15 h 30, place Castello. Notamment « pour entraver à la circulation routière » : la place Castello est... piétonne!

Relations internationales de la FA

Sources : FA italienne, Coordination anarchiste de Gènes, Comité unitaire contre Aviano 2000

Chili : les « funas » sont mal tolérées

CETTE PRATIQUE populaire est assez récente au Chili, où l'on parle de « funa » qui veut dire « dénoncer quelqu'un » ou « mettre en évidence ». L'idée fut empruntée aux organisations argentines de défense des droits humains. Le gouvernement chilien n'a pas beaucoup de sympathie pour les organisations de dénonciation réunies au

Argentine

« Escraches » : lutter pour ne pas oublier

LES « ESCRACHES » – intraduisible en français – sont une nouvelle forme de lutte inconnue ici et pratiquée dans des pays qui ont subi la dictature de l'armée. À notre demande, des camarades anarchistes argentins expliquent :

Au cours de la dernière dictature militaire qui prit le pouvoir en Argentine entre 1976 et 1983, 340 camps de concentration et d'extermination fonctionnèrent. C'est par là que passèrent plus de 30 000 personnes, militants d'organisations armées, activistes sociaux, opposants politiques ou simples témoins gênants de ces si nombreuses arrestations qui se produisaient quotidiennement ces années-là. La majorité de ces gens ne reparurent plus jamais.

Leurs enfants, dans le meilleur des cas, étaient recueillis par les oncles ou grands-parents. D'autres furent enlevés par les assassins même de leurs parents et furent encore séquestrés, comme butin de guerre.

De nombreuses années durant, les mères et les grands-mères de la place de Mai furent la voix d'une incessante recherche. Pendant tout ce temps, ces enfants, qui sont maintenant des hommes et des femmes adultes (nombre d'entre eux furent témoins de la séquestration de leurs parents), subirent leur douleur dans la plus grande des solitudes...

Beaucoup de ces fils et filles partirent à la recherche de leur identité perdue et se regroupèrent dans l'association HIJOS (Enfants pour l'identité, la justice contre l'oubli et le silence). Les HIJOS disent que « escracher », c'est mettre en évidence, révéler au public, faire apparaître la face d'une personne qui prétend être discrète. Avec l'*escrache*, disent-ils, « nous voulons rendre publique l'identité de ces personnes (les oppresseurs de la dernière tyrannie militaire) pour que leurs collègues de travail sachent quel était leur fonction sous la dictature, que les voisins sachent qu'à côté de leur maison vit un tortionnaire, qu'on les reconnaît à la boulangerie, au café, dans les magasins. Tant qu'il n'y a pas la justice, qu'ils n'aient pas la paix, qu'on les montre dans la rue tels qu'ils sont : des criminels. Qu'ils ne puissent pas occuper de charges publiques, que les politiques et les chefs d'entreprise les laissent tomber ou s'en séparent pour ne perdre ni clients ni électeurs ». Et s'il est certain que cette modalité d'action est nouvelle, le vocable *escrache* est ancien, d'origine créole.

Les génocidaires meurent mille fois chaque matin quand le peuple les abhorre, les retient dans la rue pour les frapper, les montre du doigt dans les restaurants et les traite de criminels, de corrompus, de violeurs, d'être les accoucheurs d'un ordre social insupportable engendré par la vora-

cité sans limite des représentants des grandes sociétés. C'est précisément l'objet de la dénonciation, l'*escrache*.

Vingt-cinq ans ont passé depuis le coup d'État qui depuis le 24 mars 1976 dévasta l'Argentine pour éliminer le principal obstacle à l'expansion du capital monopolistique : les travailleurs organisés et dotés d'une conscience de classe.

Un si colossal objectif laissa un solde de 30 000 disparu(e)s, des milliers de fusillés exécutés au cours de faux affrontements, et des centaines de milliers d'exilé(e)s politiques ; et s'y ajoute la cession démesurée de ressources économiques et sociales à des groupes financiers locaux et étrangers (avec l'étatisation de la dette extérieure privée, le jackpot financier qui permit des bénéfices jusqu'à 300 % au cours de commerces spéculatifs, les contrats léonins avec l'État, les subsides aux groupes économiques, un véritable pillage des fonds publics et les privatisations depuis dix ans) et un appareil répressif plus important et mieux organisé.

La dimension de la terreur imposée au cours des sept années de dictature désarticula à grande échelle l'ascension de l'organisation populaire en cours de construction. Mais penser le peuple comme un simple récepteur de cette terreur, c'est nous placer en un rôle dommageable de victime incapable d'exercer sa propre capacité à s'opposer – si petitement soit-il – à tant d'horreur. Regarder et voir cette face de l'Histoire nous revalorise comme peuple, parce que nous sommes résister en des moments où la résistance était l'unique façon de lutter.

La conscience se construit avec la vérité et il est nécessaire de l'énoncer. Depuis notre propre histoire, notre propre douleur, notre propre joie, nos propres échecs et réussites.

Il y eut une rupture dans les univers traditionnels des sociétés. Un nouveau système de limites fut imposé. Et un système comme celui-là a constamment besoin de réécrire l'histoire, de la refaire pour l'ajuster à ses nécessités. C'est pour cela que son pire ennemi est le témoignage.

Ils imposèrent cette paix (*la société post-militaire repose sur un prétendu compromis de réconciliation nationale avec les tortionnaires, n.d.r.*) comme la seule politique possible, pour inculquer le doute et la peur du changement. La douleur devant ce qui nous est imposé doit se transformer en manœuvre organisée. La problématique que les *escraches* cherchent à mettre en évidence a du mal à être réduite à des postulats simples ou des consignes. Notre mémoire et notre intention de la valoriser fait mal aux possédants et à leurs laquais, comme leur fera mal aussi un peuple d'hommes et de femmes, compagnons et compagnes de lutte qui ne sont pas disposés à vivre à genoux, et qui résistent par centaines de milliers, partout dans le monde.

« Si no hay justicia, hay escrache »
(S'il n'y a pas de justice, il y a l'*escrache*)

OSL, Argentine

répression policière contre le droit d'expression s'est exacerbé. Le gouvernement « socialiste » de Ricardo Lagos s'est montré aussi répressif que sous les pires temps de la dictature de Pinochet. Ce qui amène la recherche de nouvelles formes créatives de résistance, pour se moquer de la violence répressive et rire du pouvoir et de sa stupidité.

Antipatriarcat Afghanistan

la parole aux femmes

DEPUIS QUELQUES ANNÉES, une poignée de militantes et de militants relaie sans relâche la lutte des femmes afghanes et dénonce le régime des talibans. Sans grands remous nationaux ni internationaux. Il aura fallu deux affaires d'hommes pour que la question des femmes afghanes vienne sur le devant de la scène : cet été, les talibans ont détruit les statues des bouddhas. Le 11 septembre, le neuvième fils de sa mère, époux de quatre femmes, dont une mineure, envoyait dix-neuf kamikazes s'écraser sur deux tours (*le Coran* promet à ces kamikazes une arrivée directe au paradis, accueillis par soixante-dix vierges...). Ces derniers jours, un dessin américain fait fureur sur Internet : des talibans lisent un télégramme sur lequel est écrit : « Livrez-nous Oussama Ben Laden, sinon on envoie vos femmes à l'école. »

La semaine dernière, un journaliste, caché sous un tchadri, tentait d'entrer en Afghanistan : il aura fallu cette guerre pour qu'il expérimente la réalité quotidienne d'un monde grillagé, limité, fermé, imposé sous peine de mort aux femmes afghanes. Avant cette guerre, il aurait pu entrer en tant qu'homme, tandis que ses collègues féminines ont toujours dû porter le voile dans ce pays pour exercer leur métier. Les femmes afghanes, celles qui sont encore en vie, après vingt-deux ans de guerre, ne sont pas seulement contraintes de vivre sous le voile, mais pleurent aussi leurs enfants : l'Afghanistan a le taux de mortalité infantile le plus élevé au monde. Les Afghanes meurent de ne pouvoir être soignées que par des femmes alors qu'on ne peut plus former de femmes médecins. Quant aux veuves, rappelons qu'elles ne peuvent se déplacer sans être accompagnées d'un homme, eût-il cinq ans. Aujourd'hui, quelle appréhension ont ces femmes de la situation internationale ?

Nous avons décidé de publier le manifeste des femmes afghanes, écrit par des résistantes, dans la clandestinité, dès 1996. On peut, en tant qu'anarchiste, ne pas être d'accord avec toutes leurs revendications ; mais il nous a semblé la moindre des choses, aujourd'hui, de nous faire simplement l'écho de leurs propres paroles.

La plus grande violation des droits humains dans le monde est entrée en vigueur dans l'Afghanistan sous contrôle des milices talibanes par des décrets officiels. Si, depuis vingt ans, les conditions d'existence des femmes se sont considérablement dégradées, depuis 1994, le régime des talibans leur a officiellement enlevé le droit à l'éducation, au travail et même à la santé, ainsi que leur liberté de mouvement, les rendant pratiquement prisonnières dans leurs propres maisons, dans le dénuement matériel et moral le plus extrême.

Le 28 juin, plusieurs centaines de femmes afghanes, activistes de tous bords, représentatives de la nation afghane, se sont rassemblées à Douchanbe au Tadjikistan, pour écrire et promulguer la *Déclaration des droits fondamentaux de la femme afghane*. Par ce document, les femmes afghanes affirment et demandent pour elles-mêmes les droits qui leur sont assurés par la Constitution de l'Afghanistan de 1977 ainsi que les droits assurés à toutes les femmes par de nombreuses conventions et déclarations internationales. Les femmes afghanes rejettent les affirmations mensongères des milices talibanes selon lesquelles ces droits sont en contradiction avec la religion, la culture et les traditions de la nation afghane. La conférence de Douchanbe a été organisée à l'initiative de l'association NEGAR-

Soutien aux femmes d'Afghanistan : c'est une organisation internationale créée en 1996 par des femmes afghanes pour défendre leurs droits. Les membres de NEGAR sont des femmes afghanes de différentes parties du monde et des femmes non afghanes qui leur apportent leur soutien.

L'histoire récente a montré à maintes reprises que des régimes dictatoriaux tel celui des talibans ne se maintiennent que si le reste du monde demeure silencieux. Ne laissez pas votre silence permettre à cette tragédie des droits humains de perdurer ! Nous vous prions de faire

tout ce qui est en votre pouvoir en intervenant auprès de vos responsables politiques et des instances internationales.

1. Pour que la *Déclaration des droits fondamentaux de la femme afghane*

fasse partie intégrante du processus d'une paix juste, honorable et durable dans un Afghanistan indépendant et exempt de toutes sortes de racisme. Nous croyons que c'est ainsi que seront évitées d'autres tragédies dans l'avenir.

2. Pour que l'ONU exerce une pression efficace sur le Pakistan dont le soutien militaire, politique et financier rend le régime taliban possible.

3. Pour que le régime taliban ne soit jamais reconnu comme le gouvernement légitime de l'Afghanistan.

Manifeste de soutien à la Déclaration des droits fondamentaux de la femme afghane

Débat

Mon orgasme m'appartient !

Dans *le Monde libertaire* du 4 octobre, dans la page antipatriarcale, l'article « Pour une révolution du masculin », signé L'En-dehors, posait d'intéressantes pistes de réflexion sur le patriarcat d'un point de vue masculin.

Néanmoins, je voudrais revenir sur le passage concernant l'orgasme masculin. Pour l'auteur, les hommes sont conditionnés à confondre éjaculation et orgasme. Le résultat serait un orgasme au rabais : « L'éjaculation dure quelques secondes, notre orgasme se réduirait donc à peu de chose : tout cela pour cela ? Cela n'en vaut vraiment pas la peine ! »

L'En-dehors présente des techniques taoïstes et tantriques dans le but de stopper l'éjaculation. Cela permettrait aux hommes de « vivre des orgasmes identiques à ceux de nos compagnes ». Ne nous trouvons-nous pas là en pleine logique de compétition, du sport : plus long, plus haut, plus grand ? Les hommes, qui contrôlent déjà les sociétés, les entreprises, la conquête de l'espace et l'application du plan Vigipirate peuvent enfin aussi contrôler leur éjaculation ! Cette terrible éjaculation qui nous laisse parfois passifs et vulnérables...

La propagation de ces techniques taoïstes et tantriques pourrait signifier un recul dans la recherche d'une sexualité masculine libérée de la norme reproductrice. Comme dans la sexualité traditionnelle masculine, l'éjaculation se trouve de nouveau au centre de l'enjeu, par sa négation même !

De plus, l'application de ces techniques demande un véritable entraînement et une maîtrise du corps qui rappellent les arts martiaux. Tout cela me semble être à peu près le contraire d'une sexualité spontanée et libérée des normes.

Le problème, ce n'est pas l'orgasme qui coïncide avec l'éjaculation. Le problème, c'est une norme sexuelle qui s'intéresse exclusivement à l'orgasme (avec ou sans éjaculation) et qui estime peu tout ce qui peut se passer avant et après ces « quelques secondes ».

Heureusement qu'un rapport sexuel peut être grandiose – sans éjaculation, ni orgasme, ni pénétration, ni...

Gustave



Jean Granier

Abonnez-vous !

Abonnez-vous !

Testicules sans limites !

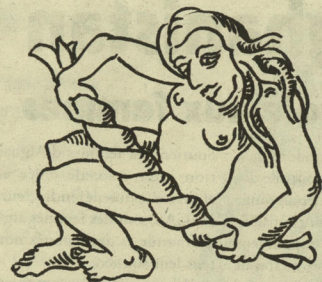
Cheikhs, kamikazes, religieux, présidents, premiers ministres, experts, directeurs de l'information...

Tous se conjuguent au masculin. Image d'une telle évidence qu'on ne peut s'empêcher de voir Bush avec ses colts, ses missiles et son bouton-poussoir atomique, Ben Laden avec ses lance-roquettes, ses kalachnikovs et ses bifetons dans les poches, les talibans avec leurs machines à tuer constitutionnelles, Blair, Perez et Chirac avec leurs cravates et dossiers secrets. Dans tous les cas, on nous jette en pâture la représentation du culte de la personnalité. Ce virilisme, poussé à outrance à tel point qu'on ne peut le qualifier ou le nommer, nous isole. En effet, en quoi cela nous concerne-t-il ? Comment pouvons-nous nous identifier ? Qui nous ? Cette partie de l'humanité qu'« on » n'identifie pas, qu'« on » camoufle sous un universalisme neutre : les femmes. Remarquez bien que tous les protagonistes de la guerre et des appels à la haine ont des noms et des fonctions, alors que les promoteurs de la paix sont des groupes, majoritairement de femmes, qui n'ont pas besoin d'étendard. D'où qu'ils viennent, des États-Unis, de Croatie, du Kosovo, d'Israël, de Palestine, des Philippines, de Turquie, etc. les appels à la paix sont collectifs.

Alors, quelles sont les limites de la justice masculine ? Le mépris du meurtre organisé et la tolérance de la violence institutionnalisée. Quoi qu'en disent nos dirigeants, élus ou occultes, ces limites sont constitutives de leur place : le pouvoir politique et économique, construit sur le modèle de la domination masculine. Tant que la communauté internationale, comme elle est nommée, tolérera le sort réservé aux Afghanes, aux Algériennes, aux Chinoises, aux Indiennes, aux Mexicaines, aux Moldaves, aux Biélorusses, etc. le terrorisme, sur lequel tous les yeux se portent aujourd'hui, a de beaux jours devant lui. Bush et ses complices ne sont pas crédibles dans leurs rôles de sauveurs suprêmes. Nous ne les prenons pas au sérieux. Nous nous en méfions. Ils constituent des menaces objectives de guerre contre les plus déshérités de la planète : les pauvres, donc les femmes.

Joelle Palmieri

www.penelopes.org



**Procès du collectif anti-OGM gersois
Non à une justice de classe !**

LE PROCÈS des faucheurs d'OGM du Gers aura lieu le jeudi 25 octobre à Auch. Le 28 août, c'est à Labrihe, près de Mauvezin que 137 personnes ont fauché puis transporté leur récolte de maïs sur la place de la Libération à Auch. Une délégation, composée d'un représentant par organisation adhérente du collectif (FA, CNT, Confédération paysanne, les Alternatifs, les Verts, le GABB 32, Attac) est reçue par le secrétaire de cabinet du préfet qui ne fait qu'enregistrer nos inquiétudes et nos exigences, avec pour unique retour : « Tout ce que je retiens, c'est que votre action est illégale et passible des tribunaux car elle porte atteinte à la propriété privée. »

Le 8 octobre, le collectif, têtue, poursuit ses actions sur les communes de Puylausic et l'Isle-Jourdain. Ces actions à répétition qui évidemment commençaient à embarrasser sérieusement les pouvoirs publics ne resteraient pas impunies. Le climat particulièrement tendu avec les gendarmes présents sur les lieux de ces derniers fauchages a entraîné les vives réactions du préfet du Gers, Michel Billaud, et du procureur de la république, Guy Étienne.

Le premier à tout d'abord fustiger le collectif en qualifiant les actions de fauchage relevant de comportement de délinquant dont les auteurs n'échappèrent pas à la justice puisque malgré les sommations et interdictions d'opérer, les auteurs ont persévéré et par là même mis en danger l'ordre public. Rien que ça ! Et le procureur de surenchérir en décidant de jouer la carte de la fermeté puisque concernant le vol de clé et le déplacement de véhicule constaté par les gendarmes et perpétrés à leur rencontre, des sanctions devront également tomber. Je ne passerai pas sous silence les propos du président départemental de la FDSEA qui, en réaction aux actions du collectif, déclarait dans les colonnes du journal *Sud-Ouest* : « Il est temps que les pouvoirs publics comprennent qu'en laissant faire, aux hordes anarchistes, la destruction systématique de parcelles dûment contrôlées et cultivées dans un cadre légal, c'est le potentiel de recherche de notre agriculture qu'on affaiblit. »

C'est ainsi que toutes les personnes identifiées, notamment après les évènements de Labrihe, ont été entendues par la gendarmerie, et trois d'entre elles comparaitront au tribunal de grande instance d'Auch jeudi 25 octobre à partir de 8 heures.

Tout se passe comme si on voulait nous faire croire que les multinationales de l'agrochimie, qui depuis des dizaines d'années causent des dégâts irréversibles en détruisant des écosystèmes entiers, qui pillent et bafouent les droits de l'homme dès qu'ils contraignent leurs chiffres d'affaires, ces mêmes multinationales deviendraient les garantes de l'aide alimentaire et de l'espoir pour les pays en voie de développement, ce qui relève d'une hypocrisie puisque la transgénèse comme solution au problème de la faim dans le monde est avant tout un problème politique et de pouvoir d'achat.

Aussi, devant les risques pour la santé publique et pour l'environnement, nous avons droit à une information qui ne soit pas manipulée par les Monsanto, Novartis, Vivadour et les autres, et c'est une exigence que de refuser une technique qui ne vise qu'à engraisser encore davantage les dictatures économiques.

Nous exigeons par la même occasion l'interdiction du brevetage sur le vivant, une Europe et un monde sans OGM, une recherche publique forte et indépendante des multinationales et des États.

En attendant, rendez-vous à Auch le 25 octobre pour un procès qui se doit d'être celui d'une justice de classe que nous devons abattre. Au programme : conférences et débats contradictoires sur les OGM le mercredi soir, puis jeudi 25 : forums, débats (quelle mondialisation pour un monde égalitaire et solidaire ? ainsi que sur la criminalisation des mouvements sociaux), concert de soutien.

FA du Gers,
UR Sud-Ouest

le monde libertaire

CHAQUE JEUDI DANS LES KIOSQUES

FEDERATION ANARCHISTE
145 rue Amelot 75011 Paris

Violence. C'est la qualité de ce qui est impétueux, emporté, irascible, quand il s'agit du caractère d'une personne ; c'est l'état de ce qui est d'une intensité anormale, lorsqu'il s'agit d'une chose. On dit également : « la violence de la tempête » ; « la violence des passions ».

Faire violence à quelqu'un, c'est le contraindre par la menace, ou par des mauvais traitements, soit à se soumettre à nos exigences, soit à se livrer à des actes en désaccord avec sa conscience, ou ses désirs personnels. Dans le langage sociologique, la violence c'est, par opposition à l'action légale et au prosélytisme pacifique, le recours à la force contre le droit commun, quel qu'en soit le motif. On dira, par exemple : « La crainte d'une révolution sociale prochaine a suscité la violence fasciste. »

Nous voyons par là que violence et autorité sont des mots apparentés par leur signification. La seule différence est en ceci : que la violence est toujours belliqueuse, brutale dans ses moyens, et qu'elle a pour objectif d'imposer sa loi, dans tous les cas, tandis que l'autorité peut être purement morale, et s'exercer sans contrainte sur les esprits, par le prestige du savoir ou l'évidence de la démonstration. On dira, par exemple : « Le nom de ce grand chirurgien fait autorité, et suffit à dissiper la méfiance. » Cependant, ce n'est guère que dans le domaine intellectuel et celui de la moralité que l'autorité s'exerce de cette manière. Au sein de la mêlée sociale, il en va tout autrement, et l'autorité, quand elle exige de milliers, et même de millions de citoyens, l'obéissance, est appelée inévitablement à user de sanctions diverses contre les récalcitrants, donc à s'appuyer, en dernier ressort, sur la violence. Il est, en conséquence, loisible de prétendre que l'autorité, dans le sens législatif du mot, représente la consécration de la violence triomphante, chaque fois que celle-ci, parvenue à ses fins, se pare de prétentions à la légitimité. On lit souvent, dans les textes, des phrases de ce genre : « La violence des factieux s'oppose à l'autorité du pouvoir constitué. » Mais c'est des deux côtés qu'il y a violence, et celle qui s'exerce au nom de l'État n'est pas forcément celle qui offre les garanties les meilleures.

Si un amant jaloux frappe une jeune fille, pour l'obliger à se donner à lui, ceci est qualité de violence criminelle, parce que cet abus de pouvoir est illégal. Cependant, si le père de la jeune fille la fait emprisonner jusqu'à sa majorité dans une maison de correction, pour avoir voulu suivre celui qu'elle aime, il est dit que cet acte est légitime, parce qu'il relève de l'autorité paternelle et se trouve en conformité des dispositions légales en vigueur. À la vérité, il y a eu, dans les deux circonstances, contrainte par la force, et ce n'est pas le caractère licite de l'un, ou illicite de l'autre, qui est de nature à conférer à l'un quelconque de ces deux méfaits une apparence de justification.

Dans leur haine de l'organisation sociale actuelle, beaucoup de révolutionnaires ont été amenés, non à une interprétation rationaliste des faits sociaux, mais à un ensemble de conceptions paradoxales antibourgeoises, comme s'il n'y avait qu'à penser et agir exactement à l'opposé des classes dirigeantes pour approcher, en toutes choses, de la formule exacte. D'où, une tendance marquée à ne voir des abominations que dans la violence codifiée des institutions officielles, et à ne découvrir jamais ce que comporte d'aussi odieux et tyrannique la violence hors-la-loi, celle d'en bas, comme si les humains des classes exploitées, et ceux des tribus sauvages

n'étaient, et ne pouvaient être capables, que de belles actions et de nobles sentiments. C'est une illusion dangereuse. Chez les primitifs enfants de la nature qui ne possèdent aucun écrit législatif, chez les illégaux qui vivent en marge de la société, chez nombre de travailleurs, il est des coutumes qui ont force de loi, et dont l'injustice et la barbarie, voire les pénalités atroces, ne le cèdent en rien aux dispositions de l'ordre capitaliste. Je sais telles régions où, de douter publiquement des miracles et de combattre les cultes religieux, expose le confédéré à être massacré ou jeté à l'eau, non par la police ou les prêtres, mais par les indigènes ou les paysans. Des Noirs, sans contact avec la civilisation, dévorent leurs prisonniers ou les réduisent en esclavage. Il est encore des campagnes où l'on jugerait fort mal les parents qui ne mettraient point à la porte leur fille non mariée quand elle est sur le point d'être mère.

La violence

Jean Marestan

extrait de « *L'Encyclopédie anarchiste* » (1934)



formule abstraite, qui serait le principe dit d'autorité. Celui-ci n'est pas la cause première et unique des conflits sociaux, mais la consécration philosophique et l'essai de justification d'un état de fait qui lui est antérieur, dont l'origine se rattache à la lutte pour la vie, telle qu'on la constate dans les règnes animal et végétal, depuis les premiers âges du monde. En effet, l'espèce humaine, ayant vaincu toutes les autres, et n'étant plus dominée par aucune, s'est multipliée de façon prodigieuse, dans des conditions qui, à toute époque, ont été hors de proportion avec l'augmentation de ses ressources en moyens de subsistance. D'où des compétitions sanglantes pour la possession du sol nourricier ; la division des humains en groupes ethniques concurrents ; et des mesures de défense contre les pillards pour la conservation des biens acquis. D'où, encore, la part du lion prélevée dans le par-

tage de la récolte ou du butin par les plus apes, en raison des services rendus à la collectivité, par leur force physique ou leur intelligence exceptionnelle. D'où, enfin, la soumission de la femme, en échange de l'entretien assuré, pour elle et ses enfants ; puis, l'exigence de la fidélité, afin que le patrimoine soit réservé, tout entier, à la progéniture conçue des œuvres du chef de famille, et non éparpillé sur des fils d'étrangers. À ces motifs de compétition – comme il en existe dans les espèces animales, pour la conquête de la femelle ou le rapt des meilleurs morceaux –, des motifs d'un ordre différent sont venus s'ajouter : l'ambition, la recherche du moindre effort, la soif du luxe, le goût du commandement. Et ces besoins superflus, devenus souvent plus nécessaires que le nécessaire lui-même, ont occasionné autant, sinon plus, de meurtrières hostilités que la simple bataille pour le pain quotidien. Ajoutons à ces considérations, l'impulsivité bestiale, la crédulité déconcertante, de populations énormes, qui n'ont pas été éloignées de la nature, mais sont, au contraire, par leur ignorance et leur insuffisante éducation, demeurées beaucoup trop près de la nature – celle de la jungle où le combat pour la sélection est la règle permanente –, et nous aurons l'explication de la persistance séculaire, jusque dans notre époque de progrès scientifique et outrance, d'un état de choses qui, envisagé seulement du point de vue de la morale pure, ne serait guère explicable que par des crises d'aliénation mentale, héréditaire et collective.

Si l'autorité est amenée presque inévitablement à s'appuyer sur la violence, celle-ci, en revanche, aboutit presque inévitablement à l'autorité, c'est-à-dire à l'essai de légitimation philosophique et à la codification des buts qu'elle se propose et des moyens dont elle se sert. En effet, pourquoi ferait-on violence à quelqu'un, si ce n'était pour défendre, aux dépens des siens, nos intérêts, lui imposer le respect de

notre règle morale, ou de nos préférences intellectuelles, ou encore lui infliger, pour sa conduite, jugée par nous détestable et dangereuse, un châtement exemplaire ? Or, pour nous faire des alliés et mériter l'approbation d'autrui, voire, si nous ne sommes pas dépourvus de scrupules, pour nous mettre d'accord avec notre propre conscience, nous sommes portés, en pareil cas, à présenter nos actes comme en fonction d'une norme juridique d'importance universelle. Nous voici donc en possession d'un code que nous estimons devoir être adopté par tous les hommes. Mais, comme son application ne va ordinairement pas sans résistance de la part de ceux dont elle menace la sécurité, ou compromet les satisfactions, il y a lutte. Bonne ou mauvaise, la loi du plus fort s'impose au vaincu. Et il ne peut en être autrement, car si le vainqueur poussait la générosité jusqu'à donner à son adversaire la

possibilité de reprendre l'avantage, les rôles ne tarderaient pas à être intervertis. Que des fanatiques apportent avec régularité le trouble dans des réunions de discussion libre, et l'on se trouvera en présence d'un dilemme : ou renoncer à ces réunions, ou organiser, pour chacune d'elles, une police de la salle, en conformité d'un règlement établi par les animateurs du groupe, et qui aura pour sanctions : d'abord le rapt à l'ordre, ensuite l'expulsion par la force. C'est un véritable décret. Que de faux camarades se présentent chez des militants révolutionnaires pour solliciter d'eux des subsides, en abusant de leur confiance, et l'on se trouvera en présence d'un autre dilemme : ou se laisser dépouiller jusqu'au dernier centime par des aigrefins de plus en plus nombreux ; ou, comme cela se fait d'habitude, les dénoncer dans la presse, leur infliger, à la première incartade, « une bonne correction ». Voici qui rappelle singulièrement les sentences des tribunaux, au temps où les châtements corporels faisaient encore partie de l'arsenal des lois. Qu'une insurrection se produise demain dans notre pays, et fasse bon marché des hommes au pouvoir, mais sans réussir à faire disparaître de l'âme des foules ces vieilles empreintes : le goût de la concurrence et de la propriété, la foi religieuse ; et il faudra : soit céder devant le capitalisme et l'Église, aux racines encore très puissantes, soit prendre contre eux toutes mesures utiles de surveillance et de coercition, jusqu'à parachèvement de l'œuvre difficile que la bataille des rues a seulement permis d'ébaucher. Déjà, il est permis d'entrevoir les prochaines assemblées nationales et de futurs commissariats du peuple... Cependant, ce serait une grave erreur que de vouloir assimiler, sous prétexte qu'elles recourent à des procédés analogues, la violence-autorité au service des antiques esclavages – le salariat, l'ignorance, les superstitions – et la violence-autorité qui a pour objet leur extinction, au profit de l'aisance généralisée du rationalisme scientifique et,

qu'aient disparu, tout d'abord, les motifs, non seulement intellectuels et moraux, mais encore économiques, qui armaient les uns contre les autres humains, notamment l'insuffisance permanente – aggravée par une organisation sociale défectueuse – des ressources alimentaires, par rapport à l'énorme accroissement de la population terrestre. Cet absolu dans l'harmonie sociale, que représente l'idéal communiste-anarchiste n'apparaît donc pas comme susceptible d'être le résultat direct et immédiat d'une catastrophe mettant aux prises les éléments plus divers, mais comme l'aboutissement final d'une longue évolution éducative, occasionnellement activée par des coups de force, dont les moyens d'action, comme l'objectif transitoire, ne peuvent être, en fait, qu'autoritaires.

Si, par scrupule moral, on veut user d'autorité sous aucune forme, sous aucun prétexte ; si, plutôt que de consentir à l'exercer, on accepterait d'en subir, de la part d'autrui, tous les inconvénients, il n'est qu'à se conformer à la doctrine de la non-résistance au mal par la violence, telle que la pratiquent les Doukhobors du Canada, ces communistes chrétiens, émigrés de Russie en Colombie britannique, au début du XX^e siècle. Ils y occupent, au nombre de quinze mille, de vastes domaines ; ils ne recourent à d'autres moyens de propagande que le bon exemple de leur existence saine, de leurs coutumes fraternelles, et se laisseraient massacrer plutôt que de se servir d'une arme contre quiconque.

En effet, qu'il s'agisse de l'acte d'un seul individu, à la fois plaignant, exécuteur et juge, ou bien d'un appareil judiciaire compliqué ; que les procédés de contrainte soient le poing fermé ou la prison, le pistolet automatique ou la guillotine, c'est toujours, en définitive, sous des aspects divers, la loi et l'autorité, que nous avons en perspective, quoique avec des motifs plus ou moins moraux, des sanctions plus ou moins humanisées. Et c'est pourquoi, dès l'instant que

l'on admet le recours à la violence spontanée, révolutionnaire, pour la défense légitime des intérêts prolétaires, il apparaît comme une inconséquence que l'on se refuse à l'utiliser pour le même objet, dès qu'elle prend un caractère administratif et de délégation, même sous le contrôle direct et permanent des masses populaires.

Ma conclusion sera la suivante : la non-résistance au mal par la violence est une doctrine mystique, charitable, qui ne se justifie que par la foi en une divine providence et l'espérance en la vie éternelle. Elle aboutit, par voie de conséquence logique, non seulement à cette formule : « Plutôt l'invasion que la guerre », mais encore à cette autre formule : « Plutôt le servage que l'insurrection. » Pour l'incroyant, matérialiste ou agnostique, la violence est le résultat des compétitions entre les êtres, en raison directe de l'importance morale, intellectuelle ou vitale de celles-ci. Donc, sans faire de la violence l'objet d'un culte, et tout en la réduisant au minimum, il y a lieu de l'accepter, sous quelque forme que ce soit, en tant que condition de défense indispensable chaque fois que la lutte comporte inéluctablement d'y recourir car, une fois le combat engagé, celui qui cesse de s'imposer par la violence à ses adversaires, doit s'attendre à ce qu'il s'impose à lui.

Toute violence exercée au nom d'un principe comporte une forme d'autorité. Mais il y a lieu de distinguer entre, d'une part, l'autorité défensive qui garantit l'exercice des droits individuels contre la licence d'autrui ; et, d'autre part, l'autorité tyrannique qui soumet des populations entières à l'arbitraire de quelques-uns, ou laisse à l'individu aucun recours contre l'étouffement de l'ensemble. Ces deux formes d'autorité, totalement à l'opposé l'une de l'autre, par leurs objectifs, ne sont pas l'une à l'autre assimilables et ne devraient jamais être confondues. Mais il y a lieu de considérer que, tant que subsistera l'autorité tyrannique, c'est-à-dire tant qu'il n'y aura pas adhésion, quasi universelle du genre humain, à une formule sociale unique et rationnelle, dans un cadre économique approprié, l'autorité de la violence défensive conservera sa raison d'être et son utilité.

Contre l'autorité tyrannique, capitaliste, religieuse ou grégaire, il est deux attitudes également fondées, selon le point de vue auquel on se place, le tempérament et la situation sociale de ceux qui consentent à leur prêter attention : l'individualisme anarchiste, à la condition qu'il conserve intact son caractère de réaction individuelle idéaliste contre l'ensemble, et ne s'égare point à l'instar de Benjamin Tucker, en des visées d'adaptation collective, sur des données obscures autant qu'impraticables ; le socialisme libertaire, à la condition qu'épurant la généreuse doctrine communiste-anarchiste-révolutionnaire de Pierre Kropotkine de ce qu'elle comporte d'erroné dans sa base, et d'utopique dans ses espérances, d'une catastrophe, intégralement purificatrice dans l'ordre social, il soit substitué, à l'action conforme à des principes de philosophie abstraite, la lutte journalière pour des résultats positifs, dans le sens du maximum de bien-être et de liberté pour tous, compatibles avec chaque circonstance.



Guy Girard

Expressions

NAFAS (NILOUFAR PAZIRA), afghane partie de Kaboul en 1989, a eu la chance d'émigrer au Canada pour faire des études. Elle a reçu une lettre de sa sœur (en vérité, c'est la lettre d'une amie) qui veut commettre l'irréparable (le suicide est un péché pour les musulmans), car la vie n'est plus possible en Afghanistan. Elle a conféré une charge symbolique à son geste, car elle veut se tuer le jour de l'éclipse, le 11 août 1999. Ainsi espère-t-elle dénoncer et témoigner de l'obscurité qui a envahi le pays sous le règne des talibans. Niloufar Pazira s'adresse à Mohsen Makhmalbaf,

Cinéma

ront cet hiver de famine, de maladie, etc. Dans une séquence très forte, il est montré en particulier, et ceci uniquement par des images, ô combien l'instruction religieuse n'est qu'un prétexte pour fidéliser et « enrôler » de tout petits gamins : s'ils récitent le Coran comme il faut, ils seront acceptés à l'école coranique, donc ils auront à manger, et leur famille aussi. Famille

« Kandahar (Safar E Gandehar) » de Mohsen Makhmalbaf

cinéaste iranien dont elle apprécie l'engagement. Il est d'accord pour l'accompagner dans son périlleux voyage, car elle veut se rendre clandestinement en Afghanistan. Il est d'accord pour filmer sa tentative de rendre visite à sa sœur et d'empêcher son suicide. En repérages, Makhmalbaf réalise qu'il est impossible de tourner en Afghanistan même, sans mettre tout le monde en danger : trop de trafic de drogue, trop de contrebande, trop d'insécurité. Deux millions d'Afghans ont quitté le pays, en guerre depuis vingt ans, sont clandestins en Iran ou dans les autres pays frontaliers où ils travaillent sans papiers et vivent dans des conditions de misère inacceptables. Beaucoup sont installés dans des camps de fortune le long de la frontière. L'Iran et l'Afghanistan ont une frontière commune de 800 kilomètres. Partout règnent la faim, la maladie, l'insécurité. Le film de Mohsen Makhmalbaf est un film contre tous les fléaux qui ravagent cette région du monde. À Cannes, à la conférence de presse, il reproche aux Occidentaux de s'émouvoir de la destruction des Bouddhas au lieu de s'émouvoir du sort de plusieurs millions d'êtres humains qui n'ont plus rien, ni habitation, ni nourriture, ni instruction et qui mour-

réduite à sa plus simple expression : des mères et des enfants affamés.

Mohsen Makhmalbaf aura rarement plaidé une cause avec autant de force et d'imagination : fourni autant de visions cinématographiques insolites pour retenir notre œil et accrocher notre regard. Exemple : affublées d'un genre jupette, balancées au vent par des parachutes, des prothèses descendent du ciel (en vérité, ce sont des paquets de nourriture et de médicaments qui sont largués par les organismes humanitaires) et un groupe d'unijambistes s'élançent, enfonçant leurs béquilles dans le sol rocheux pour ramasser le butin. Car même celui qui dispose encore de ses deux jambes sait que du jour au lendemain il peut sauter sur une mine et avoir besoin d'une autre paire de jambes. Comme il est dit dans le film : « Ici, il vaut mieux avoir une paire de jambes d'avance. » Ce sont des images qu'on n'oublie pas. Des images inédites qui témoignent de l'engagement du cinéaste et de cette jeune femme réunissant leurs efforts pour alerter et informer.

Quand il sillonnait l'Afghanistan en repérages, Makhmalbaf a fait des rencontres. Ainsi se dit-il très impressionné par un jeune homme

d'origine étrangère qui s'était engagé pour lutter contre les Russes, est resté au pays et a appris la langue. Il est devenu musulman et officier comme médecin. Il soigne tous les maux, qu'ils soient liés à la maladie, à la malnutrition ou au manque d'hygiène avec pour tout bagage quelques connaissances de base sur les antiseptiques. Souvent, les gens sont malades parce qu'ils boivent de l'eau souillée. Il lui révèle qu'il porte une fausse barbe, car n'ayant pas une pilosité suffisante, sans barbe il serait suspecté et n'aurait plus la confiance des malades. Ainsi le propos du cinéaste devient beaucoup plus complexe, car il ne s'agit pas seulement de dénoncer la chape de plomb qui pèse sur la vie des femmes afghanes, mais de montrer la norme qui pèse et étrangle aussi l'homme afghan. Sans barbe, sans turban, sans religion, il est pourchassé comme les femmes sans tchador. La terreur est générale, elle ne se limite pas à la femme et aux petites filles, privées d'instruction.

Les premiers déserteurs des régiments de l'armée des croyants des talibans, même si leur geste reste lié à une actualité qui a fait brutalement avancer la réflexion sur la vraie nature du régime, confirme la vision politique du cinéaste Mohsen Makhmalbaf. On ne peut rêver meilleur documentaire sur les talibans et le régime en place. *Kandahar* présente la fiction comme une réalité et dépasse par sa mise en scène ce qui est réel : le document brut acquiert cette force parce qu'il est passé par une subjectivité critique (le cinéaste) et par une demande affective (l'histoire de Niloufar). L'esthétique débridée d'un grand artiste nous donne à voir tout ce que ce régime hait et détruit. Et que ces femmes cachées sous leurs tchadris grillagés soient d'une beauté à couper le souffle, tant mieux. Que ces hommes cèdent à la « tentation », ils feront moins la guerre, et nourriront leurs enfants.

Heike Hurst

Chansons

Marc Robine

Le lundi 22 octobre 2001 à 20 h 30. C'est toujours avec plaisir que l'on entend Marc Robine. Plus il va et plus son style s'affirme. Revendicatif sans violence inutile, il semblerait que cet émule de Woody Guthrie ait trouvé le ton juste avec une poésie qui va chercher sa sève dans la prose du transibérien de Blaise Cendrars. Le néo-réalisme de Robine n'a pas encore tout révélé et l'on doit tout attendre de cet auteur-poète passionnant.

Théâtre Clavel, 3, rue Clavel, 75019 Paris, M° Pyrénées. Tél. : 01 42 38 22 58. Places 100 et 80 F. Réservations : 01 43 84 70 04

Louis Capart

Nouvel album : *Héritage Senan*. Les 8, 9 et 10 novembre à 20 h 30. Nous sommes du pays où la mer et le vent ont donné aux rêves des enfants le goût salin des pierres usées par les embruns et la pluie, compagne des chagrins...

Forum Léo-Ferré, 11, rue Barbès, 94200 Ivry-sur-Seine, M° Porte-d'Ivry, face au vieux moulin. Ouverture des portes à 19 heures, spectacle à 20 h 30. Bar et petite restauration froide. Entrée 80 F. Réservation : 01 43 84 70 04.

Dans la Toile

CRÉÉ fin 1999, le CLIFTI (Collectif pour les libertés individuelles face aux technologies de l'information) regroupe des individus, des associations liées au mouvement social et syndical qui entendent agir face à une utilisation insidieuse, voire répressive des nouvelles technologies. Le CLIFTI (<http://www.clifti.org/>) se démarque d'autres organisations par ses méthodes d'actions empruntées au mouvement social (mouvements de chômeurs, de sans-logis, de sans-papiers) dont ils font souvent partie intégrante. Parmi les premières actions nous pouvons citer : l'occupation du PC de vidéosurveillance de Levallois-Perret, du siège d'IBM (pour dénoncer le flicage hi-tech des salariés), ou même de CNIL (pour dénoncer son manque de fermeté sur certains sujet sensibles tels le STIC)...

En anglais ou en français, *Tout pour déplaire* (<http://www.crosswinds.net/~minerval/>) est un webzine d'analyses et de critiques politiques, rédigé par un petit noyau militant, le Cerle social. Sans prétendre avoir un corpus théorique complet et figé, ni une unité totale de pensée, il se veut radicalement anticapitaliste, antinationaliste, antireligieux, antisépéciste, libertaire et égalitaire... On y trouve, entre autres choses, des planches d'autocollants contre la guerre toutes prêtes, en format PDF. Il suffit de se procurer en papeterie des planches d'impression d'autocollants non prédécoupée et de les imprimer. Bon, ils sont tous simples, avec du texte brut : si vous êtes graphistes, envoyez-les sur le web ! Ils ne sont pas signés, ce qui fait que tout le monde peut s'en servir.

Le principal objectif du *Global Jam Echelon Day* (journée de brouillage d'échelon) est d'attirer l'attention du public sur l'existence d'Échelon et d'appeler à un contrôle accru des agences gouvernementales qui en ont la charge. Afin de préparer cette journée qui se déroulera le 21 octobre 2001, vous trouverez toutes les infos utiles, et en français (<http://www.bugbrother.com/echelon/>) ou dans un tas d'autres langues (<http://cipherwar.com/echelon/>), si ça vous chante.

Et, pour finir en beauté, allons faire un tour du côté de la *Queer Factory* (<http://queerfactory.free.fr/>). Il s'agit d'un collectif d'auteurs et créateurs queer, lesbiennes, gays, bis ou trans (LGBT) : auteurs, peintres, photographes, plasticiens, cinéastes, etc., attachés à la valeur subversive de la création sous toutes ses formes... À bientôt dans la toile.

Blue Eyed Keyboard
alain@minitelorama.com

Suivre la ligne
A blessure de vivre
Des corbeaux déchirent le trait
Nuit martyre que suis-je
Survie de ma sœur
Luise à mort la nuit est longue
Elle achève l'agonie
La nuit n'est plus
Oripeaux de présence
Achtung l'œil conscience s'éveille
Le regard sans fard
Afghane de France les Français sont afghans
Morceaux de chair sur electric-chaise
Achtung la vie

R. Gruel

Le Temps gage

Aventures politiques et artistiques
d'un irrégulier à Paris

L'AUTOBIOGRAPHIE est un genre difficile. La tendance « moi je » y est généralement prédominante. Le ton y est souvent pleurnichard, voire testamentaire. La complaisance y est presque toujours de rigueur. Le microscope laisse rarement de la place à la lunette astronomique.

Bref, les autobiographies sont souvent lourdingues. Le nez sur le guidon. Tortueuses. Alambiquées. Péremptives. Un pied dans la tombe.

Le *Temps gage*, livre autobiographique de Jean-Michel Mension, est une exception à cette règle d'airain. Jean-Michel Mension, en effet, s'y raconte sans jamais oublier de raconter. Et ça change tout.

La presque soixante dizaine. Né en 1934. Papa et maman pros. Un peu juifs sur les bords. Carrément cocos. Mais à la mode Benoît Broutchoux. Rebelles. Mais fidèles. Parce qu'à l'époque... Et donc les chiens ne faisant pas des chats, le minot aurait pu difficilement se la jouer autrement que frontière. Et il s'en est fait de multiples. À l'école, bien sûr. Un pied dedans, un pied dehors. En quête de... Toujours en quête de... Résultat des courses, à 17 ans, ça croque la vie, ses révoltes, ses espoirs, ses peurs et ses chemins de traverse, à pleines dents. Ça vit à Saint-Germain, à Saint-Trop, à Bruxelles, ça picole à mort, ça baïzouille à vie, ça surfe sur la vague, c'est toujours là où il se passe quelque chose, ça rencontre des tas de gens en dehors des clous dont beaucoup seront des poteaux d'angles du XX^e siècle. Ça s'immerge dans le temps. Ça s'engage dans le problème du temps, sans vraiment s'engager, mais tout en y mettant toujours le meilleur de soi et de sa désespérance. Ça flirte avec la guerre d'Algérie.

C'est contre mais ça y va quand même. Histoire, sans doute de... Ça frotte avec les lettristes et, pendant plusieurs années, avec un certain Guy Debord. Ça brûle la chandelle par les deux bouts. Et puis... Et puis, tout en continuant à picoler, à baïzouiller, à rencontrer, à errer, à se frotter, à se confronter, à chercher... ça finit par revenir aux sources, militer au PC, puis échouer à la Ligue communiste révolutionnaire. Sans jamais, à chaque fois, canner sur l'essentiel. En restant un rebelle, un jamais dans la ligne, un toujours du côté de la révolte, de l'impertinence et de la vie. Comme on le voit, le parcours est tout sauf triste. C'est l'histoire d'un mec et d'une époque. D'un drôle de mec et d'une drôle d'époque. Et, c'est détonnant! Jean-Michel Mension, en effet, n'a pas de message à transmettre. Ni sur lui-même, ni sur son époque. À quelques encablures du néant, histoire, simplement, de faire le point, son ambition est moins de se dire que de dire. Ça s'appelle témoigner. Mais de quelle manière!

Lisez ce bouquin, il est fabuleux. C'est un livre de chair, de sang, de merde, d'amour, d'espérance, de désespérance et de mélancolie. C'est un livre d'une époque et d'une génération. La dernière à refuser de voir que le trotskisme n'est qu'un stalinisme ayant échoué dans sa quête du pouvoir. Mais ce livre n'est pas que cela. C'est un livre merveilleux de style et d'écriture. Peuplé de phrases courtes. Simples. Tonitruantes. Désopilantes. Avec des respirations en veux-tu en voilà. Du rythme. Du cœur. De la violence. De la douceur. De l'authentique. Oserai-je le dire (j'ose), il y a du Camus chez Jean-Michel Mension. Oserai-je (j'ose) également le dire, à le lire, j'ai le sentiment que si les zanars se mettaient à conjuguer leur autre futur à un autre présent, il est des Camus qui seraient alors des Rimbaud.

À quoi ça tient!

Jean-Marc Raynaud

Jean-Michel Mension (Alexis Violet), *Le Temps gage*, éditions Noésis, collection Moisson rouge, 416 p., 139 F.

Louis Capart l'héritier talentueux

« **B**RANCHE VAGABONDE d'un bel arbre nomade », Louis Capart nous a laissé

il y a quelques années une très belle chanson sur Saint-Denis, l'un des endroits où il posa son sac. Mais on savait que son auteur n'avait ni vu le jour ni grandi à l'ombre des cheminées de cette banlieue parisienne. Son caillou natal, l'île de Sein, il l'avait déjà évoqué à travers la magnifique « Marie Jeanne Gabrielle », découverte il y a vingt ans. Louis Capart nous emmène à nouveau aujourd'hui dans ce « petit royaume aux mille paysages » qu'il porte en lui et offre ici en partage à notre émerveillement. Encore une fois, avec Louis, la promenade est belle, inoubliable, et l'on ne pouvait espérer meilleur accompagnateur pour ce séjour poétique et musical au pays dont il est l'enfant. Puis, à l'écart des bistrotts des quais et des recoins de l'île, vous vous laisserez entraîner « au large du Gueveur », merveilleux hommage à la mer et colère rentrée contre les salissures mazoutées du profit.

Ses francs et salutaires coups de griffe, Louis Capart les réserve aux comportements moutonniers et aux réjouissances populaires à date fixe fabriquées en haut lieu, dans les bureaux du mépris. La chanson s'intitule « L'an mil » et fustige les troupeaux d'imbeciles. « Les Forteresses », où l'on voit qu'il reste bien des bastilles de toute nature à renverser, se situe dans cette même veine des chansons qu'on disait naguère « contestataires ». Toutes n'étaient pas des chefs-d'œuvre, gâtées trop souvent par un lourd pas cadencé militant. Avec Louis, la révolte douce et sincère, réfléchie, sans tam-tam guerrier en guise de musique, se coule dans une écriture admirable, légère, où le « message » n'oublie pas toute l'importance de la mélodie. Et puisque d'héritage il s'agit, Louis Capart nous dit aussi ce qu'il doit à Léo Ferré. C'est un exercice difficile que la chanson hommage aux « anciens » du métier. Le risque existe de verser dans la guimauve ou dans l'imitation ratée. Pas de ça ici. Capart reste délicieusement lui-même, comme lorsqu'il s'agit d'interpréter parfois, un soir de 14 juillet, les textes de Ferré, et signe là un émouvant témoignage de reconnaissance à ce compagnon de nos rêveries libertaires.

On retrouvera encore ces thèmes où Louis excelle, la chaleur de l'amitié et l'importance de l'amour, quand l'homme est tenté d'en finir ou de s'éloigner du « grand feu mal éteint » des vieilles amours qu'on croit mortes. Cela donne « Dérive » et « Nos vieux amours », deux chansons admirables de sensibilité et d'émotion. La balade se termine avec la reprise de « La Prière du non-marin », chantée en breton par la chorale Kornog de l'île de Sein, où « l'homme qui n'attend plus rien » formule l'une des plus belles demandes d'asile qui furent écrites.

Il y a vingt ans, alors que Radio libertaire faisait ses premiers pas, Louis Capart nous fit cadeau de ses premières chansons, et aussi d'une amitié et d'un soutien jamais démentis. On pourrait penser que chroniquer ici chacun de ses nouveaux disques relève d'un copinage éhonoré, d'un « renvoi d'ascenseur », d'un exercice obligé, d'un enthousiasme exagéré aussi, tant il est difficile, parfois, de dire à un ami qu'il s'est trompé, que le talent s'est momentanément éclipsé. Ce n'est pas le cas, croyez-le bien. Ce nouveau disque est une merveille et si, dans la chanson finale, Louis Capart est peut-être cet homme qui n'attend plus rien, qu'il sache que nous attendons encore de lui bien d'autres beautés, comme celles qui composent son « héritage sénan ». Merci Louis.



On retrouvera encore ces thèmes où Louis excelle, la chaleur de l'amitié et l'importance de l'amour, quand l'homme est tenté d'en finir ou de s'éloigner du « grand feu mal éteint » des vieilles amours qu'on croit mortes. Cela donne « Dérive » et « Nos vieux amours », deux chansons admirables de sensibilité et d'émotion. La balade se termine avec la reprise de « La Prière du non-marin », chantée en breton par la chorale Kornog de l'île de Sein, où « l'homme qui n'attend plus rien » formule l'une des plus belles demandes d'asile qui furent écrites.

Il y a vingt ans, alors que Radio libertaire faisait ses premiers pas, Louis Capart nous fit cadeau de ses premières chansons, et aussi d'une amitié et d'un soutien jamais démentis. On pourrait penser que chroniquer ici chacun de ses nouveaux disques relève d'un copinage éhonoré, d'un « renvoi d'ascenseur », d'un exercice obligé, d'un enthousiasme exagéré aussi, tant il est difficile, parfois, de dire à un ami qu'il s'est trompé, que le talent s'est momentanément éclipsé. Ce n'est pas le cas, croyez-le bien. Ce nouveau disque est une merveille et si, dans la chanson finale, Louis Capart est peut-être cet homme qui n'attend plus rien, qu'il sache que nous attendons encore de lui bien d'autres beautés, comme celles qui composent son « héritage sénan ». Merci Louis.

On retrouvera encore ces thèmes où Louis excelle, la chaleur de l'amitié et l'importance de l'amour, quand l'homme est tenté d'en finir ou de s'éloigner du « grand feu mal éteint » des vieilles amours qu'on croit mortes. Cela donne « Dérive » et « Nos vieux amours », deux chansons admirables de sensibilité et d'émotion. La balade se termine avec la reprise de « La Prière du non-marin », chantée en breton par la chorale Kornog de l'île de Sein, où « l'homme qui n'attend plus rien » formule l'une des plus belles demandes d'asile qui furent écrites.

Il y a vingt ans, alors que Radio libertaire faisait ses premiers pas, Louis Capart nous fit cadeau de ses premières chansons, et aussi d'une amitié et d'un soutien jamais démentis. On pourrait penser que chroniquer ici chacun de ses nouveaux disques relève d'un copinage éhonoré, d'un « renvoi d'ascenseur », d'un exercice obligé, d'un enthousiasme exagéré aussi, tant il est difficile, parfois, de dire à un ami qu'il s'est trompé, que le talent s'est momentanément éclipsé. Ce n'est pas le cas, croyez-le bien. Ce nouveau disque est une merveille et si, dans la chanson finale, Louis Capart est peut-être cet homme qui n'attend plus rien, qu'il sache que nous attendons encore de lui bien d'autres beautés, comme celles qui composent son « héritage sénan ». Merci Louis.

On retrouvera encore ces thèmes où Louis excelle, la chaleur de l'amitié et l'importance de l'amour, quand l'homme est tenté d'en finir ou de s'éloigner du « grand feu mal éteint » des vieilles amours qu'on croit mortes. Cela donne « Dérive » et « Nos vieux amours », deux chansons admirables de sensibilité et d'émotion. La balade se termine avec la reprise de « La Prière du non-marin », chantée en breton par la chorale Kornog de l'île de Sein, où « l'homme qui n'attend plus rien » formule l'une des plus belles demandes d'asile qui furent écrites.

Floréal

« PLPL »

CE MOIS-CI, nos amis de *PLPL* (Pour Lire Pas Lu), « le journal qui mord et fuit », réjouissante feuille de critique des médias, décerne la « laisse d'or » – qui récompense le/la journaliste le/la plus servile du mois – à M^{me} Josyane Savigneau, une des plumes renommées du *QVM** (Quotidien vespéral des marchés). De l'aveu des responsables de *PLPL*, cette décision aurait nécessité un gros travail préalable, étant donné la consistance du dossier rassemblé sur celle qu'ils qualifient de « laquais de BHL, d'attachée de presse de Sollers et de Houellebecq, et de potiche de

Guillaume Durand ». Quant au dossier central du numéro, il porte sur les « pyromanes de l'insécurité », c'est-à-dire sur tous ces faiseurs d'opinion – journalistes et politiciens de droite ou de gauche – qui, l'œil fixé sur « la montée croissante de la délinquance et de la violence », travaillent consciencieusement à faire de la « sécurité » le « sujet de préoccupation numéro un des Français ». Qu'on ne s'y trompe pas, cependant. Quand on nous parle de « délinquance », c'est évidemment aux jeunes des quartiers populaires qu'on pense, pas aux patrons coupables de blanchiment de capitaux ou d'abus de biens sociaux. Quant à la « violence », on fait une exception pour celle des forces de l'« ordre », surtout quand elle

s'exerce – à Göteborg ou à Gènes – contre les commandos de « casseurs anarchistes », une espèce pour laquelle l'éditorialiste du *QVM* n'a pas plus de sympathie que n'en a M. Christophe Aguiton, l'un des représentants les plus bavards de l'antimondialisation « convenable ».

Dans un texte intitulé « Les médiAttac », *PLPL* s'occupe d'ailleurs du cas de ce dernier personnage, en relatant la course-poursuite médiatique à laquelle il s'est livré depuis ce printemps avec un autre des porte-voix d'Attac, M. Bernard Cassen, afin de tenter de remporter le « trophée du PPA »*, en oubliant que « collaborer avec les médias qui mentent, c'est aussi leur octroyer le pouvoir de choisir des porte-

parole de la contestation disponibles et conformes à leurs attentes ». Si le lecteur brûle d'en savoir un peu plus sur tous ces sujets ou si, par exemple, il est curieux de connaître le nom des deux derniers lecteurs du mensuel *le Koursk**, le mieux est encore qu'il aille y voir par lui-même, en gardant à l'esprit qu'un journal qui baptise M. Ch. Aguiton de « BHL de la contestation » ne peut pas être tout à fait mauvais.

Salvador Lui

PLPL, n° 6, octobre 2001, 12 pages, 10 F

* Pour ceux qui ne seraient pas encore familiarisés avec le lexique « sardonique » de base, on rappellera que le PPA est le Parti de la presse et de l'argent; quant aux *QVM* et au *Koursk*, ils sont plus communément appelés *le Monde* et *le Monde des débats*.

Vie du mouvement

Nantes

DERRIÈRE l'appellation « sans-papiers », c'est en fait une population très diverse et très changeante dont il s'agit. Les sans-papiers se succèdent à vitesse grand V, témoignant de nouvelles migrations, mais aussi du succès relatif des luttes précédentes. À Nantes, il existe un réseau d'associations luttant pour les droits des étrangers : ce tissu associatif (Gasprom; LDH, MRAP, Cimade, Amnesty, Pastorale, etc.) a su se mobiliser à chaque mauvais coup porté à l'immigration et obtenir des résultats concrets. Ce réseau qui fonctionne maintenant depuis 1990 avec le soutien aux luttes des déboutés du droit d'asile s'est maintenu tout au long de la décennie, contre les lois Pasqua, Debré et Chevènement ou pour exploiter au mieux l'« ouverture » de la circulaire Chevènement de 1997. Bien entendu, l'attitude face à la gauche gouvernementale fut et est toujours l'objet de débats au sein de ce réseau. Mais l'unité s'est faite malgré tout autour des

cas concrets de sans-papiers avec la volonté affichée de ne pas rentrer dans le jeu du « cas par cas » vers lequel veulent nous entraîner préfecture, mairies et organismes sociaux. En marge ou à l'intérieur de ces associations, les libertaires et antifascistes radicaux nantais ne sont pas restés inactifs tout au long de ces luttes, soutenant les actions d'occupation des sans-papiers, créant le CAE (collectif anti-expulsion) pour s'opposer concrètement aux politiques d'expulsions d'étrangers et exiger la fermeture des centres de rétention.

Occupations et luttes

Ce qui allait donner un souffle nouveau à la lutte des sans-papiers, ce fut l'occupation à Nantes de l'église Sainte-Thérèse au printemps 1998 autour de la revendication de régularisation immédiate. Cette occupation dura quelques mois avant que l'évêque pressé par des paroissiens particulièrement droitiers ne demande aux sans-papiers de quitter les lieux. C'est à ce moment (rentrée 1998) que l'union départementale CGT mettait à disposition des sans-papiers un grand local de la Bourse du travail, dans le but d'appuyer leurs revendications. L'opération allait se solder par un nombre important de régularisations, ce qui ne signifie pas que la Bourse se vidait,

La « patate chaude » des sans-papiers

puisqu'il y avait de nouveaux sans-papiers se présentaient. Très vite, cependant, le lieu allait s'enfoncer dans la routine et devenir plus un simple lieu d'hébergement au lieu d'être un lieu où s'élaborent des luttes pour la régularisation. La fermeture de la vieille Bourse du travail était prévue de longue date, la municipalité mettant de nouveaux locaux à disposition des syndicats. En mai 2001, les sans-papiers et le collectif de soutien entamaient des négociations avec la mairie de Nantes, propriétaire des lieux.

La mairie récupère ses locaux de force

Depuis quatre mois, les rassemblements se succèdent. Ces rassemblements peuvent se transformer en camping comme ce fut le cas fin août dans le square Amiral-Halgand devant la mairie et, depuis quelques jours, sur la place des Ports-Communaux près de la préfecture. Quelques résultats ont été engrangés suite à ces luttes, puisque la mairie a accepté de reloger 87 personnes. Ces 87 sans-papiers sont celles et ceux qui ont été « recensés » par les services de la mairie comme occupants de la Bourse début juillet. Vers le 15 août, la mairie, en même temps qu'elle annonçait ce relogement en lien avec des organismes sociaux ou caritatifs, indiquait qu'elle n'irait pas plus loin, ce que les associations étaient unanimes à dénoncer car, depuis début juillet, une cinquantaine de personnes, pour la plupart en demande d'asile, avaient rejoint la Bourse. Après le départ définitif de la CGT vers le 23 août, les demandeurs d'asile décidaient de squatter les locaux de l'ex-Bourse du travail jusqu'à satisfaction de leurs revendications. Lors d'une conférence de presse le 20 septembre, Jean-Marc Ayrault, député-maire socialiste, invoquait un « devoir de vérité envers les Nantais » ajoutant que sa ville « ne peut donner l'illusion qu'à Nantes, nous allons régler tous les problèmes ». Et d'annoncer la fermeture imminente des lieux squattés. Le fond du problème est là : demandeurs d'asile et sans-papiers sont considérés comme indésirables par les pouvoirs publics d'État ou de collectivités, qui préfèrent accueillir des cadres supérieurs plutôt que des damné(e)s de la terre. Le résultat, c'est que ceux-ci sont réduits à errer d'une ville à l'autre, d'un pays à l'autre, d'un continent à l'autre. Il faut surtout veiller à ne pas donner d'illusions aux candidat(e)s à l'installation : désespérés ils sont, désespérés ils doivent rester. Voilà une singulière pédagogie.

La gauche tient parfois ses promesses

J-M Ayrault allait tenir promesse puisque des gardes mobiles intervenaient le 5 octobre à 6 heures du matin pour expulser les occupants de l'ex-Bourse. Ceux dont le dossier d'asile est en cours d'étude ont été laissés dans la rue. Seuls quatre sans-papiers ont été embarqués par la police aux frontières (PAF) tandis qu'un copain du SCALP était embarqué par les flics. Trois des sans-papiers allaient recevoir un arrêté de reconduite et être placés en rétention. La suite est une série de rassemblements, lors de l'inauguration de nouveaux locaux de la SNCF ou au tribunal administratif où le TA a malheureusement confirmé les arrêtés de reconduite. Le 6 octobre, avait lieu place du Commerce l'opération « le monde n'est pas une marchandise » à l'initiative unitaire du collectif du même nom (ATTAC, confédération paysanne, LDH, associations diverses et... toute la gauche plurielle nantaise, PS compris, celle-là même qui applaudit Ayrault). Les demandeurs d'asile avaient décidé de troubler la fête « unitaire » pour rappeler qu'eux aussi étaient victimes de la mondialisation marchande et autoritaire. À 16 heures, après une allocution d'un animateur du Gasprom (association de solidarité avec les travailleurs immigrés), environ 300 personnes ont défilé les stands et les débats pour partir en cortège dans le centre-ville sous les slogans du type « gauche plurielle, gauche pouilleuse, elle prépare la guerre, elle expulse les sans-papiers », ce qui a causé évidemment quelques grincements de dents dans les rangs de la gauche bien pensante. Dernière réponse de la préfecture aux demandeurs d'asile : elle tente de les disperser dans les grandes villes de la région Pays-de-la-Loire. En attendant les prochain(e)s, étant donné l'état du monde...

Hervé, groupe FA de Nantes

Manifs antiguerre à travers le monde Manifs antiguerre à travers le monde Manifs antiguerre

FACE AUX FRAPPES AMÉRICAINES en Afghanistan, de nombreuses manifestations se déroulent en ce moment, un peu partout sur la planète, pour protester contre le capitalisme en armes. Voici un compte-rendu rapide de celles dont nous avons eu connaissance. Toutes ces informations sont disponibles sur le site web de la Fédération anarchiste à l'adresse suivante : <http://www.federation-anarchiste.org/guerre/index.html>. Elles y sont beaucoup plus développées, et vous y trouvez en outre de nombreux textes d'analyse et de réflexion, ainsi que des tracts et des communiqués. Enfin, nous y annonçons les manifestations à venir.

Depuis le 11 septembre, c'est plus de 300 000 manifestants qui ont protesté un peu partout sur la planète contre la guerre. Dès le 14 septembre, 2 000 personnes manifestent à New York. Le 16, ils sont 4 000 à San Francisco. Le 21, ils sont 1 000 à Glasgow, 3 000 à Londres, 2 500 à Turin, 1 000 à Albuquerque. Le 22, on compte 5 000 manifestants à Berlin, à Firenze, 4 000 encore à Londres, 2 000 à Munich, 200 à Reykjavik et 100 à Honolulu. Le 23 septembre, ils sont 3 000 à Vancouver, 2 000 à Oslo le 25. Le 27, 10 000 personnes défilent à Athènes, 30 000 à Naples, et 200 à Vienne. Le 28 septembre, 50 personnes protestent à Rio de Janeiro et 150 à Sao Paolo. Le 29, 10 000 manifestants à Barcelone, 3 000 à Berlin, 1 500 à Buenos Aires, 100 à Curitiba (Brésil), 50 à Kuala Lumpur (Malaisie), 200 à Malmö (Suède), 100 à Mambusa Harbour (Kenya), 3 500 à Montréal, 100 000 à Rome, 50 à Rio Grande, 10 000 à San Francisco, 5 000 à Amsterdam, et d'autres ailleurs. Des manifestations ont eu lieu en Suisse, Australie, Portugal, Brésil, France, Italie, Allemagne, Angleterre, Kenya, et aussi au Canada et aux USA.

Manifestation contre la guerre à Barcelone
Plus de 5 000 personnes ont manifesté samedi à Barcelone contre une riposte militaire des États-Unis à la suite des attentats de New York et de Washington. Organisée par le collectif Arrêtons la guerre, qui regroupe quelque 70 associations, syndicats et partis politiques, la manifestation a

appelé « l'Espagne à ne participer ni à la riposte militaire (des États-Unis) ni aux possibles ripostes de l'Otan », selon un communiqué lu à la fin de la marche. Un communiqué de l'Association des femmes révolutionnaires d'Afghanistan a également été lu et largement applaudi à la fin de la manifestation. Qualifiant les talibans d'« assassins barbares », le communiqué n'a pas manqué de rappeler que ces étudiants en théologie qui contrôlent aujourd'hui la plupart du territoire afghan avaient été financés à une époque par les États-Unis. À la suite des attaques terroristes du 11 septembre dernier, le Premier ministre espagnol Jose Maria Aznar avait offert au président américain George W. Bush un soutien sans faille de l'Espagne et autorisé les autorités américaines à disposer de l'espace aérien ainsi que des bases navales de son pays en cas de riposte.

Compte rendu de la manifestation du 8 octobre à Paris

Accès très difficile au lieu de la manif (place de la Concorde, devant l'ambassade des states) : station de métro fermée, CRS partout à chaque accès pour tenter de dissuader les militants d'accéder au lieu. Finalement, 300 personnes arrivent à se rassembler encadrées tout de suite

par les CRS. Un peu de tout avec comme visible : l'Étrincelle (socialisme par en bas sur Paris), CNT, AL (avec une banderole), la FA (*le Monde Libertaire* et tract) et le collectif Faut réagir. Ensuite, moins visible : SUD, la Riposte, la LCR et des membres de No pasaran sans oublier les passants huppés bloqués dans notre encerclement. On apprend après que 300 personnes sont bloqués rue de Rivoli avec surtout la LCR et No pasaran. Tentative de SUD pour rejoindre l'autre groupe. Les poulets hésitent, nous impressionnant, par leur présence (30 à 40 cars postés dans le quartier, lances à eau du côté de l'ambassade et autres camions dits techniques). Finalement, en nous encadrant, ils nous font passer par le jardin des Tuileries pour rejoindre l'autre groupe rue de Rivoli, après nous avoir filmés et photographiés.

